

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE
LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN JUIN 2018**

Juin 2018

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable

M. Jean-Marie OGANDAGA

Ministre délégué

M. Hilaire MACHIMA

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :


Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette deuxième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2018.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN JUIN 2018	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS	9
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN JUIN 2018.....	12
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2018	12
II.2 LES HYDROCARBURES	13
II.2.1 LE PETROLE	13
II.2.2 LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE.....	13
II.3 LE MANGANESE	13
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	14
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE.....	15
II.5.1 Le caoutchouc naturel.....	15
II.5.2 L'huile de palme brute.....	15
II.5.3 L'élevage bovin.....	15
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	16
II.6.1 La minoterie et l'aviculture.....	16
II.6.2 Le sucre	16
II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées	17
II.6.4 L'eau minérale.....	17
II.6.5 Les huiles et corps gras	18
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	18
II.7.1 Les unités de sciage	19
II.7.2 Les unités de déroulage.....	19
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	20
II.8.1 La chimie.....	20
II.8.2 Les matériaux de construction.....	21
II.8.3 L'industrie minière	21
II.9. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	22
II.9.1 L'électricité	22
II.9.2 L'eau.....	22
II.10 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT.....	23
II.10.1 Le transport aérien	23
II.10.2 Le transport ferroviaire.....	23

II.11 LES TELECOMMUNICATIONS	24
II.12 LE COMMERCE	24
II.12.1 Le commerce général structuré	24
II.12.2 Le commerce des véhicules neufs	24
II.12.3 Le commerce des produits pétroliers	25
II.12.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	25
II.13 LES AUTRES SERVICES	26
II.13.1 Les services rendus aux entreprises	26
II.13.2 Les services rendus aux particuliers	26
II.13.3 Les services immobiliers	26
II.13.4 Les services de réparation mécanique	27
II.14. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	27
II.15 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	28
I.15.1 L'Analyse bilancielle	28
I.15.2 Les opérations avec la clientèle	28
II.16 LE SECTEUR ASSURANCE	30
II.16.1 La Branche Non Vie	30
II.16.2 La Branche Vie et Capitalisation	31
II.16.3 La Répartition des parts de marché par compagnie	31
II.16.4 Les Commissions versées aux courtiers	31
II.16.5 Les sinistres réglés	31
II.16.6. L'activité de Réassurance	32
II.17 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	33
II.17.1 Les ressources	33
II.17.2 Les emplois	33
II.17.3 Investissements et créances impayées	34
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2018	35
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	35
III.2 L'EMPLOI PUBLIC	36
III.2.1 La variation des effectifs par département	37
III.2.2 Les effectifs de la Main d'œuvre non Permanente MONP	37
III.3 LES SALAIRES	38
III.3.1 La solde permanente par administration	38
III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente	39
III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR	39
III.4.1. L'évolution des exportations en valeur	39
III.4.2. L'évolution des importations en valeur	41

III.4.3. Le partenariat économique	42
III.4.3.1 Les principaux clients	42
III.4.3.2. Les principaux fournisseurs	44
III.5 LE BUDGET DE L'ETAT	45
III.5.1 Les soldes budgétaires	45
III.5.2 Les recettes budgétaires	46
III.5.2.1 Les recettes pétrolières	46
III.5.2.2 Les recettes hors pétrole	46
III.5.3 Les dépenses budgétaires	47
III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement	47
III.5.3.2 Les dépenses d'investissement	48
III.5.3.3 Les autres dépenses	48
III.6. LA DETTE PUBLIQUE	48
III.6.1 L'évolution du règlement de la dette	49
III.6.2 L'évolution des tirages sur financements	49
III.6.3 L'évolution du stock de la dette publique	50
III.7 SITUATION MONETAIRE	52
III.7.1. Les principaux agrégats monétaires	52
III.7.1.1 La masse monétaire (M2)	52
III.7.1.2 Les ressources extra-monétaires	52
III.7.2 Les contreparties de la masse monétaire	52
III.7.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)	52
III.7.2.2 Le crédit intérieur	53
III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE	54
III.8.1 L'action sur la liquidité bancaire	54
III.8.2 La politique des taux d'intérêt	54
ANNEXE	55
ANNEXE	57

RESUME EXECUTIF

A mi-parcours de l'année 2018, les perspectives économiques indiquent la poursuite du relèvement de la production mondiale avec une prévision de croissance annuelle de 3,9%. Cette embellie de l'économie mondiale se traduit par une hausse d'activité dans les pays avancés avec une croissance attendue de 2,4%, tirée notamment par l'investissement et la consommation.

De même, dans les pays émergents et en développement, l'amélioration du contexte économique mondial devrait entraîner une progression de la croissance à 4,8%. Cette évolution aurait pour moteurs une demande extérieure plus importante, des prix du pétrole en hausse et des conditions financières favorables.

Toutefois, des contraintes pèsent sur l'économie mondiale, notamment la poursuite des tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires, et l'intensification des conflits géopolitiques.

Néanmoins, il convient de relever malgré ces évolutions globales, des disparités entre les régions du monde, résultant des situations et réalités économiques propres à chaque pays.

Au plan national, les activités du **secteur primaire** ont enregistré des performances mitigées. Ainsi, s'agissant du secteur minier, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 12,2% pour s'établir à 2,5 millions de tonnes, suite aux bons rendements réalisés sur les différents sites d'extraction, profitant de la bonne tenue des cours sur le marché international. De même, l'exploitation forestière s'est raffermie au cours du premier semestre 2018 avec une production de grumes qui a augmenté de 12,0% pour atteindre 727 926 m³.

La production de gaz naturel commercialisé s'est élevée à 283 millions de m³, en hausse de 28,9% par rapport à même période en 2017, malgré le repli de 15,5% des prix de cession sur le marché national.

Sur le plan agro- industriel, la filière de l'huile de palme a consolidé ses performances. La récolte des régimes de palme a atteint un poids global de 73 525 tonnes, qui a permis de réaliser une production de 17 320 tonnes d'huile de palme brute au cours de la période.

A contrario, la production nationale de pétrole brut a connu un fléchissement de 13,3%, à 4,646 millions de tonnes métriques, suite au déclin naturel des champs matures, aux arrêts de production pour travaux de maintenance des installations et aux mouvements d'humeurs dans certaines compagnies. Les exportations ont suivi la même tendance baissière sur la période (-6,1%).

Le **secteur secondaire** a enregistré des résultats positifs au niveau de l'industrie du bois (+10,2%) tirée le segment sciage, de la transformation de manganèse (+75,6%) et la production de ciment (+37,2). De même, les industries agro-alimentaires enregistrent des hausses respectives de la production de farine (16,7%), de sels minéraux (5,6%) et des huiles raffinées (21,1%). Les productions de l'eau et de l'électricité ont quant à elles reculé respectivement de 2% et 1,4%.

Enfin, les activités du **secteur tertiaire** ont pour l'essentiel régressé au cours de la période sous revue, en lien avec l'atonie de la demande globale. Ainsi, le commerce général structuré a reculé de 8,3% tout comme le service aux entreprises (-1,6%). De même, les performances globales du secteur transport ont été négativement impactées par l'interruption pendant quelques jours du trafic sur la voie ferrée.

Le total agrégé des bilans des banques a progressé de 8,4% à 2 412,9 milliards de FCFA. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse de 10,4% des dépôts de la clientèle. Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais se sont consolidées de 10,4% à 2 073,3 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2018. En revanche, au 30 juin 2018, les crédits bruts distribués se sont repliés de 6,7% à 1 597,9 milliards de FCFA contre 1 711,9 milliards un an auparavant. Ainsi, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré pour se situer à 142,2% au cours de la période sous revue.

Sur les six premiers mois de l'année, le taux d'inflation mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est situé à 3,6% contre +3,4% sur la même période en 2017. Une progression de 4,5% des prix a été observée au second trimestre 2018 contre 2,7% au premier trimestre de la même année.

Le commerce extérieur s'est caractérisé par un léger relèvement des exportations (+1,6%) au premier semestre et une contraction des importations (-4,4%). En conséquence, l'analyse des flux commerciaux entre le Gabon et le reste du monde présente un solde positif de 850,8 milliards de FCFA contre 802,7 milliards de FCFA à fin juin 2017.

Enfin, la situation monétaire large à fin juin 2018, est marquée par une hausse de la masse monétaire (+17,5%), des avoirs extérieurs nets (+22%) et du crédit intérieur net (+15,1%).

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN JUIN 2018

L'économie mondiale à fin juin 2018 est restée sur une dynamique de croissance forte et continue. Celle-ci a été supérieure à son potentiel dans les pays avancés, grâce entre autres à l'investissement. De même, dans les pays émergents et en développement, la reprise de la demande mondiale, l'amélioration des conditions financières et des cours des produits de base sont à l'origine de la consolidation de leurs performances.

Il convient de relever néanmoins que la croissance mondiale devient moins équilibrée entre les régions et entre pays appartenant à une même zone. L'aggravation des conflits commerciaux en cours et la montée des tensions géopolitiques constituent, par ailleurs, des facteurs de risque.

Les perspectives économiques mondiales indiquent, dès lors, une expansion annuelle de 3,9% en 2018 et 2019.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS

Dans les pays avancés, les projections de croissance pour 2018, restent stables à 2,4%. La reprise en cours est portée par une augmentation de la demande, notamment l'investissement et la consommation, dans un contexte marqué par une remontée de l'inflation, l'accentuation des velléités protectionnistes et une normalisation des politiques monétaires.

Aux **États-Unis**, le Produit Intérieur Brut s'est amélioré de 2,8% au deuxième trimestre, soutenu par une demande vigoureuse et le dynamisme des exportations. De plus, les commandes de biens durables ont enregistré une hausse au second trimestre. Parallèlement, les prix immobiliers ont légèrement progressé sur la même période. Le marché de l'emploi a également affiché de bons résultats avec un taux de chômage en baisse à 3,9%.

Au **Japon**, le PIB a cru de 0,5% au deuxième trimestre, soutenu principalement par la hausse de la consommation des ménages et les investissements des entreprises. En effet, la consommation des ménages, qui représente près de 60% du PIB, a augmenté de 0,7% et les dépenses d'investissements de 1,3%.

La croissance dans la **zone euro** a ralenti au deuxième trimestre, visiblement affectée par les incertitudes liées aux tensions commerciales. En effet, d'avril à fin juin, le Produit Intérieur Brut (PIB) pour l'ensemble des pays membres a crû de 0,3%, après 0,4% au premier trimestre, selon une estimation de l'Office européen des statistiques, Eurostat.

Au deuxième trimestre, l'économie **allemande** s'est affermie de 0,5% en liaison avec la hausse des dépenses publiques, l'investissement et la consommation privée. Par ailleurs, les exportations ont augmenté de 0,7% et les importations de 1,7%.

En **France**, la production a stagné à 0,2% au deuxième trimestre, suite aux conséquences des grèves enregistrées entre avril et juin dans les transports ferroviaire et aérien. On note au cours de

la période, un fléchissement de la consommation des ménages (-0,1%), moteur traditionnel de l'économie française.

Le produit intérieur brut de l'**Italie** est passé de 0,4% au premier trimestre à 0,3% au deuxième trimestre. Ce léger repli de l'activité s'explique par le recul de la consommation des ménages et des investissements et une hausse des exportations moins proportionnelle que celle des importations.

En **Espagne**, l'économie a ralenti à 0,6% (contre 0,7% au premier trimestre) en raison de la baisse des exportations et de la consommation.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

Dans le prolongement de 2017, l'économie des pays émergents et en développement croit à un rythme soutenu de 4,8% en 2018. Les conditions financières propices, la hausse des prix du pétrole et la reprise de la demande extérieure constituent les principaux facteurs de cette croissance. Néanmoins, les inquiétudes liées à des conflits commerciaux entre la Chine et les Etats-Unis constituent un risque.

L'économie **chinoise** a enregistré une expansion de 6,7% au deuxième trimestre 2018 contre 6,8% au premier trimestre. Cette situation s'explique par le fait que les investissements en immobilisations ont augmenté moins que prévu tandis que les ventes immobilières s'inscrivent à la baisse. En revanche, la production industrielle s'est améliorée malgré les tensions commerciales avec les Etats-Unis qui assombrissent les perspectives pour les entreprises exportatrices.

En **Inde**, la croissance économique annuelle est estimée à 7,3%. Elle sera principalement portée par l'industrie manufacturière et la demande des consommateurs. De plus, les effets de freinage exercés par l'échange de billets et la mise en place de la taxe sur les biens et services s'estompent progressivement.

En **Afrique du Sud**, le PIB s'est contracté de 0,5% après une croissance de 0,8% au premier trimestre 2018 en raison notamment de la chute des cours des matières premières et la multiplication des mouvements sociaux dans des secteurs stratégiques tels que les mines et l'industrie.

L'économie **russe** a enregistré une croissance de 2% au deuxième trimestre 2018. Cette progression provient des retombées liées à l'organisation de la coupe du monde, de l'assouplissement des sanctions européennes et la remontée des cours du pétrole sur le marché international.

En **Amérique latine et caraïbes**, les pays exportateurs de la zone ont tiré profit de la hausse des prix des produits de base. De plus, l'expansion de l'économie mondiale et américaine a eu des répercussions positives sur les économies des pays de la région. Dans ces conditions, les taux de croissance annuels du Brésil et du Mexique sont respectivement projetés à 1,8% et 2,3%.

Au Venezuela par contre, l'activité économique s'est considérablement dégradée, suite à la baisse de la production et des cours du pétrole, entraînant une grave crise humanitaire.

La remontée des cours du pétrole a largement été bénéfique aux pays exportateurs de pétrole de la région du **Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan**. Cependant, des réformes s'imposent dans certains pays de la zone. Par ailleurs, les conflits géopolitiques fragilisent leurs progrès économiques. Ainsi, la croissance annuelle de l'Arabie Saoudite, première économie de la zone, est désormais projetée à 1,9%.

En **Afrique subsaharienne**, la hausse des prix des produits de base et la reprise de l'économie mondiale ont stimulé la croissance qui est projetée à 3,4% en 2018. Néanmoins, au Nigéria, le PIB a affiché une hausse de 1,5% au deuxième trimestre 2018, contre 1,9% au trimestre précédent. Cette décélération est imputable à une contraction de 3,9% du secteur pétrolier et de 1,3% du secteur agricole.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN JUIN 2018

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2018

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Hydrocarbures	
<i>Pétrole</i>	↓
<i>Gaz naturel commercialisé</i>	↗
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↓
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↓
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↗
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↓
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de déroulage</i>	↓
Autres industries	
<i>Chimie</i>	↓
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Industrie minière</i>	↗
Electricité et eau	↓
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	↓
Télécommunications	↓
Commerce	↓
Services	↓
Hôtellerie et restauration	↓

II.2 LES HYDROCARBURES

II.2.1 LE PETROLE

La production nationale de pétrole brut a connu un fléchissement de 13,3% à fin juin 2018, se situant à 4,646 millions de tonnes métriques (33,92 millions de barils). Les arrêts de production pour travaux de maintenance des installations, le déclin naturel des champs matures et le maintien du quota à 9000 barils/jour de l'OPEP sont à l'origine de cette contraction. Parallèlement, les exportations ont régressé de 6,1% à 4,525 millions de tonnes métriques. L'Asie reste la principale destination du brut gabonais, avec 80% des exportations.

En revanche, dans un contexte international favorable, le cours du Brent s'est apprécié de 36,2% à 70,56 dollars le baril, alors que le prix moyen des bruts gabonais s'est amélioré de 39,2% à 68,98 dollars le baril.

Le taux moyen de change du franc CFA par rapport au dollar s'est déprécié de 10,6% à fin juin 2018 pour s'établir à 542,04 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production (en millions de tonnes)	2,371	2,275	5,362	4,646	-13,4%
Exportations (en millions de tonnes)	2,390	2,135	4,821	4,525	-6,1%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	65,90	74,35	51,803	70,56	36,2%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	65,04	72,45	49,543	68,98	39,2%
Taux de change (\$US/FCFA)	531,75	550,49	606,285	542,042	-10,6%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.2.2 LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE

La production nationale de gaz naturel commercialisé a atteint 283,051 millions de m³ au premier semestre 2018, soit une amélioration de 28,9% par rapport aux réalisations de 2017 durant la même période. Cependant, le prix de vente moyen du gaz naturel pratiqué sur le marché local s'est dégradé de 15,5% à 0,1047 dollar le m³.

Evolution de l'activité gazière

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production commercialisée (milliers de m3)	147 348	135 703	219 648	283 051	28,9%
Prix de vente moyen national (USD/m3)	0,1051	0,1042	0,1238	0,1047	-15,5%

Source: DGH

II.3 LE MANGANESE

Au cours du premier semestre 2018, le marché sidérurgique international est marqué par un niveau soutenu de production de minerai de manganèse, notamment en Afrique du Sud, dans un contexte de production d'acier au carbone toujours porteur. En effet, malgré le léger ralentissement enregistré en Europe (- 1,7 %), la production mondiale d'acier au carbone a enregistré une hausse de 4,7% par rapport au premier semestre 2017, tirée notamment par la Chine (+6,6 %).

Dans ce contexte, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 12,2% pour s'établir à 2,5 millions de tonnes, suite aux bonnes performances réalisées sur les différents gisements. Cependant, les exportations et les ventes se sont contractées respectivement de 10,3% et 7,1%, en lien avec le déraillement d'un train minéralier qui a pesé sur le volume de minerai transporté par rail.

Sur le plan financier, les ventes de minerais et d'agglomérés de manganèse ont généré un chiffre d'affaires de 362,8 milliards de FCFA, conforté par le relèvement des cours mondiaux du minerai de manganèse de 29% en moyenne au premier semestre 2018 (soit 7,35 USD/dmtu) par rapport à celui de 2017 (5,69 USD/dmtu).

Au niveau de l'emploi, les effectifs sont restés quasi-stables à 1 940 agents permanents, représentant une masse salariale de 22,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production	1 121 246	1 370 332	2 220 760	2 491 578	12,2%
Exportations	939 812	1 281 109	2 476 830	2 220 921	-10,3%
Ventes	978 956	1 311 364	2 465 527	2 290 320	-7,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	148 019	214 825	325 764	362 845	11,4%
Effectifs (agents permanents)	1 891	1 940	1 935	1 940	0,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	12 293	10 271	22 915	22 564	-1,5%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'activité de l'exploitation forestière s'est raffermie au cours du premier semestre 2018. Ainsi, la production de grumes a augmenté de 12,0% pour atteindre 727 926 m³. Cette hausse est consécutive à l'exploitation de nouvelles surfaces forestières, à la fermeté de la demande locale et à l'assouplissement de la législation quant à l'exploitation de certaines essences, notamment le Kévazingo.

Au cours de la même période, les achats de grumes ont fortement progressé de 59,7%, pour se situer à 112 584 m³, pendant que les ventes aux industries locales progressaient de 3,2% à 240 258 m³, du fait de la fermeté de la demande et de la baisse du prix du mètre cube du bois grume.

Évolution de l'activité forestière

(en m3)	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production forestière	382 024	345 902	649 806	727 926	12,0%
Achats de grumes	57 651	54 933	70 507	112 584	59,7%
Ventes aux industries locales	123 100	117 159	232 879	240 258	3,2%

Sources : Somivab, Hua Jia, Ceb, Geb, Trg, Groupe Rimbunan Hijau Et Ses Filiales Bordamur Et Sfik, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Groupe Tbn Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Seef, Geb, Tali Bois, Fg Gsez.

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

La filière du caoutchouc naturel a connu un nouveau tassement de son activité au cours du premier semestre 2018. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a baissé de 5,7% pour se situer à 11 654,3 tonnes, en raison du vieillissement des plantations, des difficultés d'évacuation des récoltes et de l'enclavement de la plantation de Kango. De même, l'usinage du caoutchouc humide en granulés de 50 kg a reculé de 10,6% à 6 202 tonnes.

Sur le plan commercial, la régression des exportations de granulés (-31,6%) couplée à la dégradation des cours mondiaux du caoutchouc naturel ont induit une forte chute du chiffre d'affaires (-54,3%) qui s'est situé à 3,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Productions					
Caoutchouc humide (en tonnes)	4 509,9	7 144,4	12 363,5	11 654,3	-5,7%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	2 816,3	3 385,7	6 934,8	6 202,0	-10,6%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	2 288,4	2 768,5	7 394,2	5 056,9	-31,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 783,9	2 188,5	8 695,7	3 972,4	-54,3%
Effectifs	196	196	203	196	-3,4%
Masse salariale	375,9	378,7	734,4	754,6	2,8%

Source : Siat Gabon

II.5.2 L'huile de palme brute

La filière de l'huile de palme brute a consolidées performances au terme des six premiers mois de l'année 2018, suite à la montée en régime des plantations de Mouila et Awala et à un meilleur rendement des usines nouvellement installées. Ainsi, la récolte des régimes de palme pour un volume de 73 525 tonnes, a généré une production de 17 320 tonnes d'huile de palme brute à fin juin 2018, en forte hausse de 93,2 % par rapport au premier semestre 2017. De même, la trituration des noix de palme a induit une production d'huile palmiste de 1 038 tonnes.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production (en tonnes)					
Régimes de palme	35 789	37 736	40 702	73 525	80,6%
Huile de palme rouge	8 793	8 527	8 965	17 320	93,2%
Huile palmiste	487	551	395	1 038	162,7%

Source : OLAM Palm Gabon

II.5.3 L'élevage bovin

A fin juin 2018, le ranch de SIAT Nyanga a connu une augmentation de 11,4% de son cheptel à 6 141 bêtes, résultant des efforts de la société visant à reconstituer le troupeau à travers une réduction

de la mortalité des bêtes, une diminution de la fréquence des abattages et l'accélération du processus d'insémination artificielle.

Sur le plan commercial, la société a mis en vente sur le marché local un volume de 14 504 Kgde viande, en chute de 60,7% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette forte baisse a induit celle du chiffre d'affaires, soit -82,2% à 28 millions de FCFA.

Evolution de l'élevage bovin

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Effectif du cheptel	5 941	6 141	5 514	6 141	11,4%
Vente de viande (en kg)	6 216	8 288	36 938	14 504	-60,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11	17	158	28	-82,2%
Effectif	17	16	21	16	-23,8%
Masse salariale	31	21	76	51	-32,7%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 La minoterie et l'aviculture

La branche meunière et avicole a enregistré des résultats globalement satisfaisants à la fin du premier semestre 2018. Ainsi, la production de farine a augmenté de 16,7% pour se situer à 34 052 tonnes. De même, la production des issues a progressé de 32,6% pour s'établir à 9 353 tonnes, alors que la production d'œufs a progressé de 4,5% à 21,6 millions d'unités. Seule la production des aliments pour bétail s'est repliée de 8,3% à 13 287 tonnes.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 7% à 15,5 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Productions					
Farine (en tonnes)	17 057	16 995	29 184	34 052	16,7%
Issues (en tonnes)	4 643	4 710	7 055	9 353	32,6%
Aliments pour bétail (en tonnes)	6 628	6 659	14 481	13 287	-8,2%
Œufs (en milliers d'unités)	10 774	10 874	20 720	21 648	4,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 842	7 654	14 489	15 496	7,0%
Effectifs	151	151	144	151	4,9%
Masse salariale	582	568	1 414	1 150	-18,7%

Source : Smag

II.6.2 Le sucre

La raffinerie de sucre a enregistré des résultats globalement satisfaisants à fin juin 2018. En effet, l'usine a réalisé une production de 4 587 tonnes de sucre raffiné de 50 kg au 30 juin 2018. De même,

le sucre transformé a augmenté de 9,4% à 11 005 tonnes, soutenu par le relèvement de 35,1% de la production des autres formes de sucre (doses, granulés et sachets de 1kg).

Cependant, les ventes se sont repliées de 0,9% à 16 206 tonnes, en lien avec la faiblesse de la demande des principaux clients. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est contracté de 1% comparativement à la même période de l'année précédente pour se situer à près de 10 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production totale (en tonnes)	0	4 587	2 925	4 587	56,8%
Total du sucre transformé (en tonnes)	3 843	7 162	10 056	11 005	9,4%
Sucre (en morceaux)	1 583	3 651	5 785	5 234	-9,5%
Autres (doses + granulés + sachets 1 kg)	2 260	3 511	4 271	5 771	35,1%
Ventes (en tonnes)	7 438	8 768	16 359	16 206	-0,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 565	5 398	10 064	9 963	-1,0%
Effectifs (agents permanents)	249	338	292	338	15,8%
Masse salariale(en millions de FCFA)	1 300	1 495	2 430	2 795	15,0%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées présente des résultats négatifs au terme des six premiers mois de 2018. En effet, la production totale a baissé de 4,6% pour s'établir à 1,3 million d'hectolitres contre 1,4 million d'hectolitres à fin juin 2017. Cette évolution résulte de la contraction des volumes produits de tout type de boissons, en rapport avec la faiblesse de la consommation locale. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est stabilisé à 77,8 milliards de francs CFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Productions(en hectolitres)	665 611	652 960	1 381 549	1 318 570	-4,6%
Bières	410 561	384 339	802 953	794 900	-1,0%
Boissons gazeuses	232 757	253 439	535 262	486 197	-9,2%
Vins	11 685	6 942	21 922	18 627	-15,0%
Divers (Booster)	10 607	8 239	21 413	18 847	-12,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	38 412	39 346	77 743	77 758	0,0%
Effectifs	1 027	1 023	1 045	1 023	-2,1%
Masse salariale(en millions de FCFA)	3 543	3 514	6 806	7 057	3,7%

Source : Sobraga

II.6.4 L'eau minérale

A fin juin 2018, la production de l'eau minérale a enregistré des résultats mitigés. En effet, elle s'est située à 568 615 hectolitres contre 538 683 hectolitres à la même période en 2017, soit une augmentation de 5,6%. Cette évolution est liée à la bonne tenue des ventes de la gamme Akewaplus prisée par les ménages confrontés aux difficultés de fourniture en eau potable dans certains quartiers.

Cependant, le chiffre d'affaires a reculé de 4,7% pour s'établir à 7,6 milliards de FCFA, en raison des difficultés d'évacuation de la production vers les grands centres de consommation.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production d'eau (en hectolitres)	287 214	281 400	538 683	568 615	5,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 095	3 502	7 971	7 596	-4,7%
Effectifs	73	73	73	73	0,0%
Masse salariale(en millions de FCFA)	215	229	438	444	1,2%

Sources : Soboleco, Sobraga

II.6.5 Les huiles et corps gras

Au cours du premier semestre 2018, la filière des huiles et corps gras s'est caractérisée par la consolidation des performances enregistrées suite à la réhabilitation des usines (reprises par le groupe OLAM) et à l'amélioration de l'approvisionnement en huile de palme brute. Ainsi, la production d'oléine (huile raffinée) s'est établie à 4 863 tonnes, soit une hausse de 21,1%. Parallèlement, les productions des savons et de stéarine se sont appréciées respectivement de 27,8% et 15,5%.

Corrélativement, la bonne tenue des ventes d'oléine et de savons sur le marché local a induit une hausse du chiffre d'affaires de 38,6% à 6,23 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Productions (en tonnes)					
Huile raffinée	2 160	2 703	4 016	4 863	21,1%
Savons	1 076	1 106	1 707	2 182	27,8%
Stéarine	1 009	1 456	2 134	2 465	15,5%
Ventes locales (en tonnes)	2 925	4 369	5 209	7 154	37,3%
Oléine (huile raffinée)	1 970	3 189	3 707	5 159	39,2%
Savons	893	1 102	1 502	1 995	32,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 581	3 652	4 496	6 233	38,6%

Sources :Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Au terme du premier semestre 2018, les industries du bois ont enregistré de bons résultats, notamment tirés par les performances du segment sciage, malgré le repli des industries de déroulage. En effet, la production des bois débités a augmenté de 10,2% pour atteindre 389 155 m³, en raison d'un approvisionnement régulier en grumes, et de la montée en puissance des usines nouvellement installées dans la zone de Nkok.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont connu une très forte expansion pour atteindre 23 383 m³, en raison d'une forte demande du marché local du bois débité. Pour leur part, les exportations

ont progressé de 9,7% à 300 674 m³, du fait de la hausse de la demande internationale de bois sciés, notamment sur le marché asiatique.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m3)	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production	181 031	208 124	353 085	389 155	10,2%
Ventes locales	11 156	12 227	9 672	23 383	141,8%
Exportations	139 698	160 976	274 130	300 674	9,7%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 Les unités de sciage

Au 30 juin 2018, les unités de sciages se sont caractérisées par une amélioration des performances industrielles et commerciales. En effet, la production de bois scié a connu une hausse de 24,6% pour se situer à 255 662 m³. Cette embellie résulte non seulement d'un approvisionnement régulier des usines en grumes, mais également des importants investissements effectués par les sociétés en vue de moderniser leurs équipements.

De même, les ventes locales et les exportations ont augmenté respectivement de 204,4% et 12,8%, en raison de la fermeté de la demande locale et des ventes vers le marché asiatique.

Évolution de l'activité de sciage

(en m3)	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production	117 334	138 328	205 135	255 662	24,6%
Ventes locales	9 480	9 996	6 399	19 477	204,4%
Exportations	87 721	100 733	167 061	188 454	12,8%

Sources : Somivab, Li Jia Timber, Cdg, Groupe Rimbunan Hijau Et Sa Filiale Bordamur, Lin Li Gabon, Trg, Hua Jia Et Sa Filiale Ifeg, Rfm, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Tbni Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Geb, Tali Bois, Akachi Wood Gsez, Gib, Rgi, Fg Gsez, Rddhi International Gabon Ex-Shinago I.G. Gsez, Woodtech Gsez.

II.7.2 Les unités de déroulage

- **Le placage**

Après six mois d'activité en 2018, les unités de fabrication de placage ont enregistré un repli de leur activité. Ainsi, la production est passée de 118 574 m³ en 2017 à 114 012 m³, soit une diminution de 3,8%.

A contrario, les exportations ont augmenté de 14,4% pour se chiffrer à 95 536 m³. Ce regain s'explique par une meilleure compétitivité du placage à base d'Okoumé (-6%) face à la concurrence des placages faits à base d'autres essences sur le marché international.

Évolution de l'activité de placage

(en m3)	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production	54 130	59 881	118 574	114 012	-3,8%
Ventes locales	0	163	0	163	-

Exportations	45 179	52 357	85 225	97 536	14,4%
--------------	--------	--------	--------	--------	-------

Sources : ThebaultTransbois, RimbunanHijau, Cema Gabon, Tgi, Pdg, Sbl, Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, OtimVeener, Evergreen Gabon Gsez, Sun VeneerGsez, Wood International Gsez, Greenply Gabon Gsez, AfeefaOverseas Gabon Gsez.

- **Le contreplaqué**

Au terme du premier semestre 2018, les résultats industriels et commerciaux de la fabrication de contreplaqué se sont détériorés. En effet, la production a chuté de 33,7% comparativement à la même période de l'année précédente, pour se situer à 19 481 m³.

Les exportations ont suivi cette tendance baissière, en repli de 32,8% à 14 684 m³ au cours de la période sous-revue. En outre, les entreprises exportatrices font face à la baisse des commandes et aux exigences de certification imposées par l'Administration. En revanche, les ventes locales ont augmenté de 14,4% pour afficher 3 744 m³, en raison de la fermeté de la demande sur le marché national.

Évolution de l'activité de contreplaqué

(en m3)	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production	9 566	9 915	29 377	19 481	-33,7%
Ventes locales	1 676	2 068	3 272	3 744	14,4%
Exportations	6 798	7 886	21 844	14 684	-32,8%

Sources:Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, OtimVeener.

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- **Les gaz industriels**

A fin juin 2018, la branche des gaz industriels a enregistré des résultats mitigés. En effet, la production consolidée s'est établie à 254 735 m³, soit un repli de 35,1% par rapport à fin juin 2017, suite à la baisse des commandes des secteurs minier et agro-alimentaire.

Cependant, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 8,8% pour se situer à 1,3 milliard de FCFA au cours de la période sous-revue. Cette hausse est liée à la forte demande d'azote gazeux et d'acétylène par le secteur parapétrolier. Parallèlement, la masse salariale a progressé de 5,6% à 295 millions de FCFA, pour un effectif en recul de 2,2% à 44 agents.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Productions (en m3)	103 943	150 792	392 702	254 735	-35,1%
Oxygène	58 213	64 283	157 319	122 496	-22,1%
Azote gazeux	4 771	7 661	9 870	12 432	26,0%
Azote liquide	31 607	68 867	209 936	100 474	-52,1%
Acétylène	9 352	9 981	15 577	19 333	24,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	633	674	1 202	1 307	8,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	148	146	279	295	5,6%

Effectifs (nombre d'agents)	44	44	45	44	-2,2%
-----------------------------	----	----	----	----	-------

Source : Air Liquide Gabon(GABOA)

II.8.2 Les matériaux de construction

La branche de fabrication de ciment a enregistré une amélioration de ses performances à fin juin 2018. Ainsi, la production du ciment a augmenté de 37,7%, pour se situer à 178 518 tonnes, en raison d'une meilleure maîtrise des équipements de production.

Parallèlement, les ventes de ciment ont progressé de 42% à 184 723 tonnes, en raison de la vigueur de la demande locale au cours de la période sous revue, induisant une hausse du chiffre d'affaires de 36,6% à 13 milliards de FCFA. Cette performance s'explique par le maintien de la suspension des importations de ciment en vigueur depuis juillet 2017.

Dans le même temps, les effectifs ont augmenté de 46,6% à 85 agents, occasionnant une progression de 3,9% de la masse salariale à 474 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Productions de ciment (en tonnes)	72 150	106 368	129 596	178 518	37,7%
Ventes de ciment (en tonnes)	75 096	109 627	130 077	184 723	42,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 314	7 715	9 537	13 029	36,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	181	293	456	474	3,9%
Effectifs	69	85	58	85	46,6%

Source : CIMAF

II.8.3 L'industrie minière

La branche de la transformation du manganèse a été marquée à fin juin 2018 par la consolidation des performances enregistrées en début d'année. En effet, la production totale a atteint 24 958 tonnes, soit une progression de 75,6%, soutenue par l'accroissement de la production du silico manganèse.

Dans le même temps, les ventes des alliages de manganèse ont augmenté de 59,8% pour se situer à 17 939 tonnes au 30 juin 2018. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est établi à 12,8 milliards de FCFA, en amélioration de 44,6% et ce, malgré l'érosion des prix du manganèse métal (-12,3%).

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont diminué de 2,5% passant de 443 à 432 agents permanents à fin juin 2018.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production (en tonnes)	13 169	11 789	14 213	24 958	75,6%
Silico Manganèse (SiMn)	11 434	9 368	11 625	20 802	78,9%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 735	2 421	2 588	4 156	60,6%
Ventes d'alliages (en tonnes)	6 108	11 831	11 223	17 939	59,8%
Silico Manganèse (SiMn)	4 658	9 633	8 256	14 291	73,1%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 450	2 198	2 967	3 648	23,0%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	6 959	5 859	8 863	12 818	44,6%

Effectifs (agents permanents)	432	432	443	432	-2,5%
-------------------------------	-----	-----	-----	-----	-------

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.9.1 L'électricité

A fin juin 2018, la branche de l'énergie électrique a enregistré une baisse de sa production nette de 2%, pour s'établir à 1 198,9 GWh, imputable à la contraction de 5,3% de la production de la SEEG, suite à des difficultés techniques sur les groupes électrogènes. Corrélativement, les volumes facturés hors cession ont baissé de 3,7%.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires hors cession a légèrement augmenté de 0,9%, se situant à 85,8 milliards de FCFA, en raison du relèvement du prix moyen du kWh.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production nette (en GWh)	595,8	603,1	1 223,9	1 198,9	-2,0%
Production nette SEEG	470,5	466,4	989,6	936,9	-5,3%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	125,3	136,7	234,3	262,0	11,8%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	429,8	431,8	894,4	861,6	-3,7%
Volumes facturés MT hors cession	151,9	151,5	321,6	303,4	-5,7%
Volumes facturés BT hors cession	277,9	280,3	572,8	558,2	-2,5%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	42 694,0	43 112,0	85 029,0	85 806,0	0,9%
CA MT hors cession	12 422,0	12 601,0	25 571,0	25 023,0	-2,1%
CA BT hors cession	30 272,0	30 511,0	59 458,0	60 783,0	2,2%
Prix du kWh MT (en FCFA)	81,8	83,2	79,5	82,5	3,7%
Prix du kWh BT (en FCFA)	108,9	108,8	103,8	108,9	4,9%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.9.2 L'eau

La production de l'eau potable à fin juin 2018 a enregistré une baisse de 1,4% à 58,9 millions de m³ contre 59,75 millions de m³ une année auparavant. Suivant cette tendance baissière, les volumes facturés hors cession se sont repliés de 6,4% en raison des fuites et des fraudes.

A l'inverse, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 1,1% à 11,8 milliards de FCFA, sous l'effet du relèvement de 8% du prix moyen du m³.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m3)	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Production nette	29 100	29 800	59 750	58 900	-1,4%
Ventes hors cession	15 500	15 600	33 230	31 100	-6,4%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 851	5 973	11 695	11 824	1,1%
Prix moyen du m3 (en FCFA)	377,5	382,9	351,9	380,2	8,0%

Source: SEEG

II.10 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.10.1 Le transport aérien

La tendance baissière observée ces dernières années dans le transport aérien s'est poursuivie à fin juin 2018. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 21,2 % à 8 317 rotations au premier semestre 2018. De même, le nombre de passagers a affiché un recul de 10,9% à 354 628 personnes. Ces contreperformances sont liées à l'arrêt des activités d'Afric Aviation, de South Africa Airways et la baisse de la demande sur Royal Air Maroc. Par contre, le fret s'est consolidé à 6 311 tonnes, en hausse de 3% par rapport à la même période en 2017.

Evolution de l'activité du transport aérien

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Mouvements Avions Commerciaux	3 984	4 333	10 559	8 317	-21,2%
- Réseau domestique	1 714	1 963	4 724	3 677	-22,2%
- Réseau international	2 270	2 370	5 835	4 640	-20,5%
Passagers	174 942	179 686	398 079	354 628	-10,9%
- Réseau domestique	43 512	45 465	103 652	88 977	-14,2%
- Réseau international	109 032	109 931	232 133	218 963	-5,7%
- Transit	22 398	24 290	62 294	46 688	-25,1%
Volume du fret (en tonnes)	3 101	3 211	6 130	6 311	3,0%
- Réseau domestique	158	161	311	319	2,7%
- Réseau international	2 942	3 050	5 819	5 992	3,0%

Source: ADL

II.10.2 Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire s'est caractérisée par des résultats mitigés observés au cours du premier semestre. En effet, le volume global de marchandises acheminées par rails a fléchi de 4,5% pour s'établir à 2,8 millions de tonnes. Ce repli s'explique principalement par le déraillement d'un train minéralier au mois de février 2018.

A contrario, une meilleure régularité des trains voyageurs et la mise en service de nouvelles voitures ont impulsé la hausse de 4,3% du nombre de passagers transportés à 134 874 voyageurs. En conséquence, le chiffre d'affaires induit par les différentes prestations s'est situé à 32,2 milliards de FCFA, soit une amélioration de 2,5%.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Nombre de passagers	58 778	76 096	129 335	134 874	4,3%
Volume global des marchandises (en T)	1 219 329	1 531 903	2 879 575	2 751 232	-4,5%
Grumes	121 220	127 810	179 162	249 030	39,0%
Bois débités	7 403	7 274	32 063	14 677	-54,2%
Manganèse	998 748	1 292 128	2 484 691	2 290 876	-7,8%
Produits C2M	11 309	15 351	20 299	26 660	31,3%
Produits pétroliers	14 652	14 618	29 978	29 270	-2,4%
Autres marchandises	65 997	74 722	133 382	140 719	5,5%

Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	14 914	17 304	31 445	32 217	2,5%
--	--------	--------	--------	--------	------

Source: SETRAG

II.11 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications a été marqué par des contreperformances au cours du premier semestre 2018 au regard de l'évolution des principaux indicateurs. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a baissé de 3,2% à 2,9 millions de clients actifs à fin juin 2018. Par contre, le nombre d'abonnés du téléphone fixe s'est amélioré de 9,3% pour se situer à 21 700 abonnés. Il en est de même de l'internet haut débit (+16,3%) et GSM (+5,9%) suite au déploiement de la 4G dans les principaux centres urbains.

Dans ce contexte, la baisse des tarifs des communications et les forfaits opérés par la plupart des opérateurs a induit un nouveau repli du chiffre d'affaires de 6,1% pour s'établir à 114,8 milliards de FCFA au 30 juin 2018.

Evolution de l'activité des télécommunications

(en milliers)	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Nombre d'abonnés au mobile	2 667,9	2 804,0	2 923,8	2 829,2	-3,2%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	21,5	21,7	19,8	21,7	9,3%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 689,4	2 825,7	2 943,7	2 850,8	-3,2%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM	1 738,3	1 847,4	1 767,2	1 870,9	5,9%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit	16,8	16,8	14,5	16,8	16,3%
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	57,30	57,48	122,20	114,79	-6,1%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, AIRTEL Gabon, Canal +

II.12 LE COMMERCE

II.12.1 Le commerce général structuré

Le commerce général structuré a enregistré un chiffre d'affaires de 162 milliards de FCFA au premier semestre 2018 contre 176,6 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit un recul de 8,3% du fait de la baisse de la demande locale.

Evolution du commerce général structuré

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	80,21	81,84	176,63	162,05	-8,3%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.12.2 Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

A fin juin 2018, la tendance baissière observée en début d'année s'est poursuivie dans le négoce des véhicules utilitaires neufs. En effet, le nombre d'unités vendues s'est contracté de 4,1% à 1 063 véhicules. Cette situation résulte de la baisse des commandes tant publiques que privées.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Nombre de véhicules vendus	502	561	1 108	1 063	-4,1%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- **Véhicules industriels**

Au terme du premier semestre 2018, le chiffre d'affaires du commerce des véhicules industriels s'est replié de 36,7% à 9,5 milliards de FCFA. Cette contreperformance est liée à une baisse des commandes des secteurs BTP et bois.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4,05	5,42	14,95	9,47	-36,7%

Source : Tractafic Equipement

II.12.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers raffinés ont atteint un volume de 307 720 tonnes métriques à fin juin 2018 contre 313 534 tonnes métriques à la même période en 2017, soit une légère baisse de 1,9% due à la réduction des commandes des industriels (Energie, BTP et exploitation forestière).

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Volumes vendus (en tonnes métriques)	151 850	155 870	313 534	307 720	-1,9%
<i>dont Gasoil</i>	106 518	111 031	219 241	217 549	-0,8%
<i>Supercarburant</i>	19 632	19 424	40 741	39 056	-4,1%
<i>Kérosène</i>	7 035	7 235	16 239	14 270	-12,1%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.12.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Au cours du premier semestre 2018, le commerce des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 30,6 milliards de francs CFA, en légère hausse de 0,5% par rapport à celui réalisé au 30 juin 2017.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,70	14,94	30,49	30,64	0,5%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.13 LES AUTRES SERVICES

II.13.1 Les services rendus aux entreprises

Dans un contexte marqué par les tensions de trésorerie au sein de nombreuses entreprises et les ruptures de certains contrats, les services rendus aux entreprises ont enregistré un tassement de leur activité au premier semestre 2018. Ainsi, le chiffre d'affaires a baissé de 1,6% pour se situer à 10,6 milliards de FCFA contre 10,8 milliards de FCFA en 2017.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 864	4 715	10 756	10 579	-1,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 138	1 059	2 766	2 198	-20,6%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	290	209	255	209	-18,0%

Source: Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, PWC, PWC Tax&Legal, CIS, CFAO Technologies,

II.13.2 Les services rendus aux particuliers

Après six mois d'activité en 2018, les services rendus aux particuliers ont connu une régression de leur chiffre d'affaires de 14,9% à 20,5 milliards de FCFA contre 24,1 milliards au cours de la même période en 2017. Cette contreperformance est liée à l'atonie de l'activité économique nationale qui a occasionné la cession d'une partie de l'actif du PMUG.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 125	10 357	24 070	20 483	-14,9%

Sources : Polyclinique El rapha, Médical Optique, Gesparc, Franstel, Evenements, Cabinet de groupe des Medecins, Gabosep, Casepga, Saaf la colombe, Labo color, Pmug, Sgjl, Sgcl.

II.13.3 Les services immobiliers

La tendance baissière observée au premier trimestre s'est maintenue au deuxième trimestre 2018, avec une diminution du chiffre d'affaires de 2,4% à 1,2 milliard de FCFA. Cette régression relève du contexte économique défavorable qui a entraîné la réduction des prix des loyers et des transactions locatives, ainsi que la stagnation de la production immobilière.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	636	613	1 279	1 249	-2,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	390	384	715	774	8,2%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	136	131	140	131	-6,4%

Source: Agences N°1, ALL, Alliance, SNI, SCI Equateur III, BICP

II.13.4 Les services de réparation mécanique

L'activité de la branche des services de réparation mécanique a été atone à fin juin 2018. En effet, son chiffre d'affaires a diminué de 9,8% pour se situer à 8,2 milliards de FCFA. Cette situation s'explique par la contraction des ventes en pièces détachées des principaux fournisseurs, la fermeture et la mise en redressement judiciaire de certaines entreprises, ainsi que par la concurrence vigoureuse exercée par le secteur informel.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 995	4 207	9 098	8 202	-9,8%

Sources :Pea, Big, Gsa, Ecig, Dieselec

II.14. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

A la fin du premier semestre 2018, l'observé conjoncturel fait apparaître un secteur hôtelier morose. En effet, la rareté des événements d'envergure internationale et la faiblesse du flux touristique expliquent cette tendance. Ainsi, la faible fréquentation des hôtels s'est traduite par la perte de 31,27 points du taux d'occupation des chambres qui s'est situé à 33,02%. En conséquence, le chiffre d'affaires a chuté de 26,9% à 7,5 milliards de FCFA exacerbé par la diminution du prix moyen de la nuitée de 17,7% à 80 783 FCFA.

Evolution de l'activité hôtelière

	2018		Premier semestre		
	T1	T2	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3614	3885	10 252	7 499	-26,9%
Chambres occupées (en nombre)	25794	29609	63 034	55 403	-12,1%
Taux d'occupation (en %)	32,20	33,84	64,29	33,02	-31,27 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	80420	81146	98 105	80 782,75	-17,7%

Sources : Nomad, Radisson blu& Park inn, Rê-ndama, Boulevard

II.15 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

I.15.1 L'Analyse bilancielle

Au 30 juin 2018, le total agrégé des bilans des banques a progressé de 8,4% à 2 412,9 milliards de FCFA contre 2 226,3 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des dépôts de la clientèle (+10,4% à 2 073,3 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2018).

Aussi, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 117,6% au 30 juin 2017 à 142,2% en juin 2018. Par ailleurs, les créances en souffrance ont progressé de 6,1% à 221,3 milliards de FCFA à fin juin 2018.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/06/2016	30/06/2017	30/06/2018	2018/2017
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 143,2	1 878,4	2 073,3	10,4%
Crédits bruts	1 787,9	1 711,9	1 597,9	-6,7%
Créances en souffrance	187,9	208,6	221,3	6,1%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	97,1	114,2	140,3	22,9%
CREDITS NETS	1 690,8	1 597,6	1 457,6	-8,8%
CAPITAUX PERMANENTS	324,4	307,0	288,8	-5,9%
VALEURS IMMOBILISEES	193,5	214,7	176,8	-17,7%
AUTRES POSTES NETS	37,3	40,9	50,9	24,4%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	620,6	413,9	778,5	-
TOTAL DU BILAN	2 504,9	2 226,3	2 412,9	8,4%

Sources : Banques / DGEPP

I.15.2 Les opérations avec la clientèle

- *Les ressources collectées*

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais se sont consolidées de 10,4% à 2 073,3 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2018, tirées par l'augmentation des dépôts à vue.

Les ressources à vue ont augmenté de 14,4% à 1 281,7 milliards de FCFA, sous l'effet de la hausse conjuguée des dépôts des entreprises publiques (+60%), des dépôts privés (+18,4%) et des dépôts non ventilés (+56,1%). Les ressources à vue ont représenté 61,8% du total des dépôts contre 59,6% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 679,4 milliards de FCFA en juin 2018 contre 686,6 milliards en juin 2017, soit un repli de 1%. Ces ressources ont représenté 32,8% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	30/06/2016	30/06/2017	30/06/2018	2017/2018
Comptes à vue	1 285,1	1 119,9	1 281,7	14,4%
Comptes à terme	753,4	667,7	658,8	-1,3%
Comptes de dépôts à régime spécial	19,5	18,9	20,6	9,0%
Autres comptes	76,3	59,5	97,6	64,0%
Dettes rattachées	8,9	12,4	14,6	17,7%
TOTAL DES DEPOTS	2 143,2	1 878,4	2 073,3	10,4%

Sources : Banques / DGEPP

A fin juin 2018, les dépôts publics ont baissé de 45,4% à 157 milliards de FCFA, représentant 7,6% du total des dépôts collectés contre 15,3% à fin juin 2017. Par contre, les dépôts du secteur privé non financier se sont affermis de 18,4% à 1 721,7 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	30/06/2016	30/06/2017	30/06/2018	2017/2018
Dépôts publics	309,5	287,3	157,0	-45,4%
Dépôts des entreprises publiques	47,4	35,5	56,8	60,0%
Dépôts privés	1 668,9	1 454,7	1 721,7	18,4%
Dépôts des non-résidents	32,1	29,0	25,6	-11,7%
Dépôts non ventilés	85,3	71,9	112,2	56,1%
TOTAL DES DEPOTS	2 143,2	1 878,4	2 073,3	10,4%

Sources : Banques / DGEPP

- **Les crédits distribués**

Au 30 juin 2018, les crédits bruts distribués se sont repliés de 6,7% à 1 597,9 milliards de FCFA contre 1 711,9 milliards un an auparavant, impactés par la baisse aussi bien des crédits au secteur privé qu'aux administrations, malgré la hausse du crédit-bail.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé ont connu un fléchissement de 1,9% à 1 037,6 milliards de FCFA en juin 2018. Ils ont représenté 64,9% du total des crédits contre 61,8% en juin 2017.

Les crédits octroyés aux administrations publiques se sont contractés de 13,6% à 457,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2018. Ceux-ci ont représenté 28,6% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

Les crédits consentis aux entreprises publiques, qui ont représenté 0,9% du total des crédits bruts, ont régressé de 52,7% à 15,1 milliards de FCFA à fin juin 2018 contre 31,9 milliards un an auparavant.

Enfin, on note une hausse exponentielle des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 12 milliards de FCFA au terme du deuxième trimestre 2018 contre 4,9 milliards un an plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/06/2016	30/06/2017	30/06/2018	2017/2018
Crédits à l'Etat	519,9	529,0	457,2	-13,6%
Crédits aux entreprises publiques	45,6	31,9	15,1	-52,7%
Crédits au secteur privé	1 137,8	1 057,4	1 037,6	-1,9%
Crédits aux non-résidents	60,5	62,7	55,7	-11,2%
Encours financier des opérations de crédit-bail	2,3	4,9	12,0	-
Autres créances	21,8	26,0	20,3	-21,9%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 787,9	1 711,9	1 597,9	-6,7%

Sources : Banques / DGEFP

II.16LE SECTEUR ASSURANCE

Au premier semestre 2018, le secteur des assurances a été marqué par une nouvelle réduction des primes collectées, toutes branches confondues, conséquence du ralentissement du marché. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé s'est contracté de 10,65% pour se situer à 45,81 milliards de FCFA au premier semestre 2018 par rapport à la même période en 2017.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance aux 1^{ers} semestres 2017 et 2018

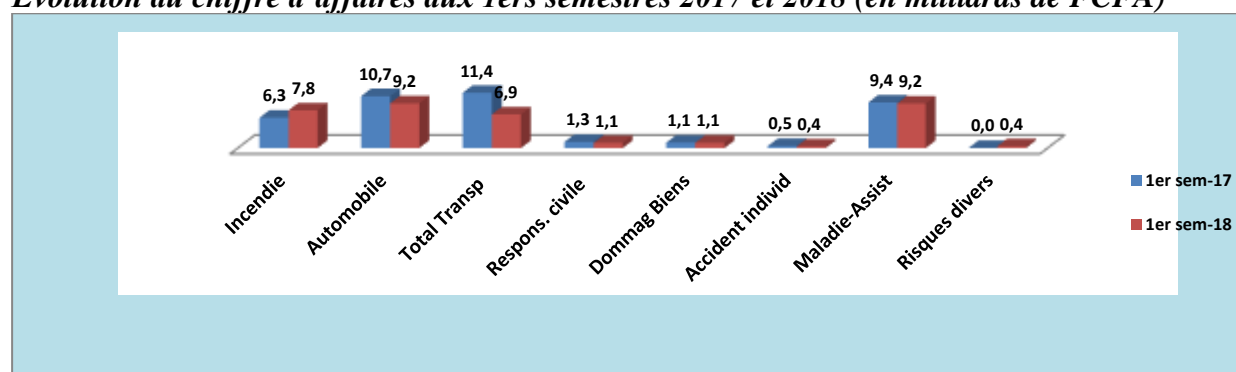
(en milliards de FCFA)	Premier semestre			Répartition du C.A par branche en 2018
	1S-2017	1S-2018*	2018/2017	
Branches				
Non Vie	41,25	36,31	-11,98%	79%
Vie	10,02	9,50	-5,19%	21%
Total	51,27	45,81	-10,65%	100%

Sources : GROUPES OGAR, NSIA ET LES COMPAGNIES SAHAM, AXA, ASSINCO, SUNU ASSURANCES « ASSURANCES DU GABON » données non disponibles ; 2018* = Estimations des compagnies d'assurance

II.16.1 La Branche Non Vie

L'encours des primes en Non Vie a diminué de 11,98% pour se situer à 36,31 milliards de FCFA au premier semestre 2018 par rapport à la même période en 2017. Ce recul reflète l'évolution des produits à taux garanti.

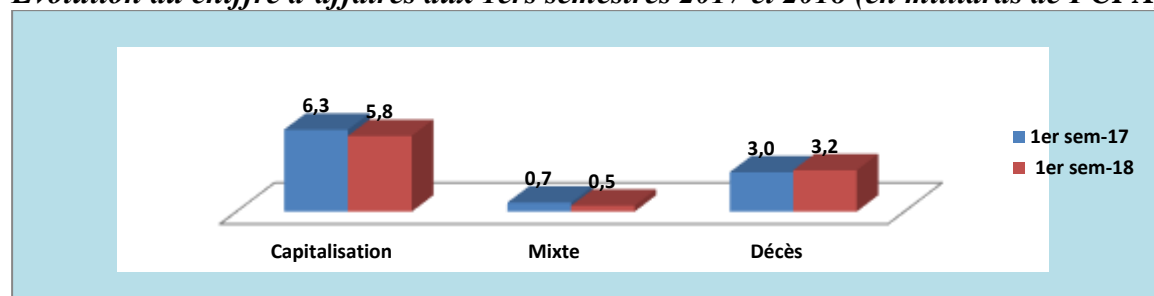
Evolution du chiffre d'affaires aux 1^{ers} semestres 2017 et 2018 (en milliards de FCFA)



II.16.2 La Branche Vie et Capitalisation

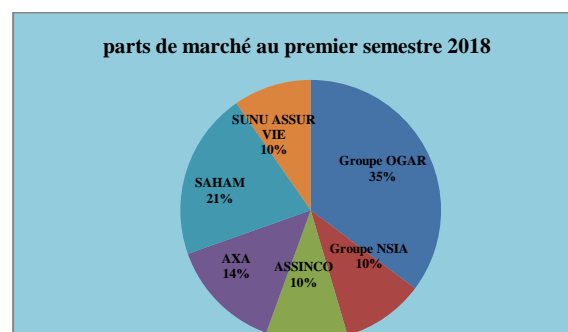
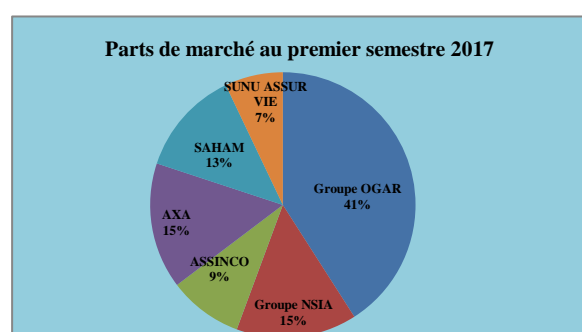
La collecte de la branche Vie s'est contractée de 5,19% pour s'établir à 9,50 milliards de FCFA au premier semestre 2018 par rapport à la même période en 2017. Cette évolution résulte principalement du recul du volume des primes liées aux produits d'épargne et de santé. En revanche, on note une amélioration de l'encaissement concernant l'assurance Décès.

Evolution du chiffre d'affaires aux 1ers semestres 2017 et 2018 (en milliards de FCFA)



II.16.3 La Répartition des parts de marché par compagnie

Les groupes OGAR et les Sociétés SAHAM et AXA se répartissent l'essentiel des primes. Les trois principales compagnies représentent 70% du chiffre d'affaires du secteur.



II.16.4 Les Commissions versées aux courtiers

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires d'assurance s'est contracté de 6,93% à 5,86 milliards de FCFA au premier semestre 2018.

II.16.5 Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés s'est repliée de 1,12% pour se situer à 16,70 milliards de FCFA au premier semestre 2018 contre 16,89 milliards à la même période en 2017.

La branche Non Vie représente environ 79% des sinistres payés du secteur. Les sinistres réglés ont enregistré une chute de 56,95% à 7,19 milliards de FCFA au premier semestre 2018 contre 10,36 milliards à la même période en 2017.

Dans le même temps, en assurance Vie, les sinistres réglés ont progressé de 45% pour s'élever à 9,51 milliards de FCFA au premier semestre 2018 contre 6,53 milliards à la même période en 2017.

II.16.6. L'activité de Réassurance

L'activité de la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE) s'est soldée à la fin du premier semestre par un léger retrait de son chiffre d'affaires de 0,87% à 6,81 milliards de FCFA, traduisant une contraction du volume des primes en Cession Légale.

Evolution des Principaux Agrégats de la S.C.G-RE

<i>en milliards de FCFA</i>	1S-17	1-S18*	2018/2017
Chiffre d'affaires	6,87	6,81	-0,87%
Primes cession légale (Gabon)	5,38	4,47	-16,91%
Primes facultatives	1,50	2,35	56,67%
Commissions payées	1,16	0,91	-21,55%
Sinistres réglés	1,59	1,50	-5,66%
Charges de sinistres	0,95	2,33	145,26%
Fonds propres	8,11	8,97	10,60%
Investissements physiques	0,10	0,42	320,00%
Résultat Net	0,53	0,43	-18,87%
Total Effectifs (nbre)	22	23	4,55%
Masse salariale	0,26	0,32	23,08%

Source : SCG-RE ; Premier semestre 2018* = données estimées

II.17 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin juin 2018, le marché compte deux établissements financiers (Alios Finance Gabon et Finatra) ayant pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement.

II.17.1 Les ressources

Au 30 juin 2018, les ressources des établissements financiers ont enregistré un repli de 31,2% à 39,2 milliards de FCFA, imputable aux difficultés d'accès au crédit et de recouvrement des précomptes. Cette situation se traduit par la baisse conjointe des dettes bancaires (-28% à 27,6 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-37,8% à 11,6 milliards de FCFA).

	2 ^{ème} trimestre 2017	2 ^{ème} trimestre 2018	Var 18/17
Capitaux propres	18,7	11,6	-37,8%
Dettes bancaires	38,3	27,6	-28%
Ressources	57,0	39,2	-31,2%

Source : établissements financiers

II.17.2 Les emplois

Au deuxième trimestre 2018, les emplois ont connu une chute de 64,1% à 27,2 milliards de FCFA, suite au resserrement des conditions d'octroi des crédits. Cette évolution est corrélée à la baisse simultanée des crédits à moyen terme (-53,2% à 6,1 milliards de FCFA) et des crédits-bails (-67,9% à 19,9 milliards de FCFA).

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2018 (en milliards de FCFA)

	2 ^{ème} trimestre 2017	2 ^{ème} trimestre 2018	Var 18/17
Crédits à court terme	0,6	1,2	85,5%
Crédits à moyen terme	13,0	6,1	-53,2%
Crédits à long terme	0,0	0,0	0,0%
Crédits-bails	61,9	19,9	-67,9%
Total	75,6	27,2	-64,1%

Source : établissements financiers

II.17.3 Investissements et créances impayées

Au cours de la période de référence, aucun investissement n'a été réalisé. Par ailleurs, les créances impayées ont fortement diminué de 80% à 5,2 milliards de FCFA à fin juin 2018, suite à la titrisation sur le marché secondaire des crédits octroyés aux agents publics.

Evolution des emplois (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2 ^{ème} trimestre 2017	2 ^{ème} trimestre 2018	Var 18/17
Investissements	0,8	0,0	-
Titre de participation	0,3	-	-
Créances impayées	26,0	5,2	-80%

Source : établissements financiers

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2018

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

Les tensions inflationnistes observées depuis le quatrième trimestre 2017 restent persistantes à fin juin 2018. En effet, sur les six premiers mois de l'année, le taux d'inflation mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est situé à 3,6% contre +3,4% sur la même période en 2017. Une progression de 4,5% des prix a été observée au second trimestre 2018 contre 2,7% au premier trimestre de la même année.

Par fonction, la hausse des prix provient essentiellement des postes suivants : produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,6%), logement, eau, gaz, électricité (+3,4%), meubles, articles de ménages, entretien (+3,9%), santé (+4,3%), transport (+6,3%), communications (+12,9%), loisirs et cultures (+6,3%) et enseignement (+34,8%).

L'accroissement des prix des produits alimentaires est principalement prononcé sur les pains et céréales (+2,0%), Lait, fromage et œufs (+3,0%), Légumes et tubercules (+2,5%). Ces évolutions reflètent la tendance à la hausse des cours internationaux de ces produits.

La hausse des prix de transport découle notamment de la baisse de l'offre de transport en commun urbain (opérations de contrôle municipal des documents de transport) et de la hausse de prix des carburants à la pompe entre janvier et mai 2018 (+10,8% pour le litre d'essence et +13,0% pour le litre du gaz).

L'augmentation des prix de la fonction « Logement, eau, gaz et électricité » provient de la progression des coûts de fuel en lien avec la forte consommation de carburant par les unités de production d'électricité (centrales thermiques).

L'accélération des prix dans les Communications (+12,9%) concerne essentiellement le matériel de communication.

La hausse des prix dans l'Enseignement, amorcée depuis septembre 2017, s'explique par l'augmentation des frais d'inscription dans les établissements secondaires et supérieurs.

Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Taux d'inflation (%)						Premier semestre				Glissement (%)
		2017				2018		Indice moyen		Var(%)		
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	2017	2018	2017	2018	
INDICE GLOBAL	10000	3,3	3,5	3,1	0,8	2,7	4,5	133,1	137,8	3,4	3,6	5,4
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	-0,1	0,7	-0,5	-3,0	0,3	2,9	139,1	141,3	0,3	1,6	3,9
<i>Pains et céréales</i>	<i>673</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>-2,7</i>	<i>0,6</i>	<i>3,3</i>	<i>129,0</i>	<i>131,5</i>	<i>0,1</i>	<i>2,0</i>	<i>6,8</i>
<i>Viandes</i>	<i>720</i>	<i>-2,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>-4,5</i>	<i>-3,0</i>	<i>-2,9</i>	<i>134,1</i>	<i>130,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>-3,0</i>	<i>-2,9</i>
<i>Poissons et fruits de mer</i>	<i>446</i>	<i>2,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>188,1</i>	<i>189,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>2,9</i>
<i>Lait, fromage et œufs</i>	<i>243</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,7</i>	<i>4,4</i>	<i>3,4</i>	<i>2,6</i>	<i>125,5</i>	<i>129,3</i>	<i>0,5</i>	<i>3,0</i>	<i>1,2</i>
<i>Huiles et graisses</i>	<i>183</i>	<i>-0,8</i>	<i>5,6</i>	<i>4,6</i>	<i>0,4</i>	<i>1,8</i>	<i>2,5</i>	<i>130,0</i>	<i>132,8</i>	<i>2,3</i>	<i>2,1</i>	<i>1,8</i>
<i>Légumes et tubercules</i>	<i>534</i>	<i>1,1</i>	<i>-1,8</i>	<i>-8,1</i>	<i>-11,2</i>	<i>-2,9</i>	8,1	<i>146,1</i>	<i>149,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,5</i>	<i>10,6</i>
Boissons alcoolisées et tabac	185	0,8	4,1	3,3	1,5	2,2	0,2	125,1	126,6	2,4	1,2	-0,1
Articles d'habillement et chaussures	794	2,1	1,4	1,0	0,7	1,2	1,4	137,7	139,4	1,7	1,3	1,6
Logement, eau, gaz, électricité...	2053	12,9	12,3	12,5	2,6	2,9	3,8	139,2	143,9	12,6	3,4	5,1
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	-0,1	0,2	1,0	1,7	3,0	4,8	122,9	127,7	0,0	3,9	4,8
Santé	357	-1,1	2,6	2,4	3,1	2,2	6,5	100,3	104,6	0,7	4,3	6,0
Transports	990	4,7	5,1	3,4	3,5	4,6	8,0	148,2	157,5	4,9	6,3	10,6
Communications	355	-9,4	0,0	4,9	4,9	13,7	12,2	61,0	68,8	-4,8	12,9	12,2
Loisirs et cultures	503	1,0	-1,4	-2,8	2,7	5,6	6,9	120,9	128,4	-0,2	6,3	6,8
Enseignement	170	1,2	1,7	12,7	34,5	35,2	34,5	113,2	152,6	1,5	34,8	34,5
Restaurants et hôtels	466	2,3	-1,1	-1,1	-1,6	1,4	4,3	130,5	134,2	0,6	2,8	4,4
Biens et services divers	275	3,7	1,9	1,7	1,8	3,4	1,5	146,6	150,2	2,8	2,4	1,8
Inflation sous-jacente		5,2	4,9	5,4	2,7	3,9	4,8	126,9	132,4	5,1	4,3	5,3

Source : DGS

III.2 L'EMPLOI PUBLIC

Au premier semestre 2018, les effectifs du secteur public (hors collectivités locales) ont baissé de 2,3% par rapport à la même période en 2017 pour se situer à 100 361 agents. Toutes les catégories d'agents publics ont subi ce repli. En effet, les effectifs de la fonction publique baissent de 2,6% et ceux de la MONP de 0,5%.

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs	Evolution trimestrielle des effectifs						Premier semestre	
	2017				2018		Variation	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2017	2018
Total	102270	102701	102367	102526	101701	100361	2,2%	-2,3%
Fonction publique	87 337	87 983	87 461	87 638	87 694	85 723	3,0%	-2,6%
MONP	14 933	14 718	14 906	14 888	14 007	14 638	-2,4%	-0,5%

Source: DGEFF

III.2.1 La variation des effectifs par département

A fin juin 2018, les effectifs de la fonction publique ont baissé de 1 971 agents par rapport au premier semestre 2017, pour se situer à 85 694. Hormis l'administration centrale, les effectifs de tous les départements sont en baisse. Cependant, le repli a été plus prononcé dans les Administrations de Développement (-11,7%) ; de Transport (-9,0%) et Economique (-4,0%). La mesure gouvernementale qui consiste à geler les recrutements dans la fonction publique entrée en vigueur depuis juin 2017 explique cette évolution.

Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Départements	Evolution trimestrielle des effectifs						Premier semestre	
	2017				2018		Variation	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2017	2018
Pouvoir Public	23 899	23 868	23 745	23 750	23 554	23 000	-4,4%	-3,6%
Administration Centrale	14 676	14 832	14 614	14 687	15 137	14 889	27,6%	0,4%
Administration Economique	7 233	7 519	7 546	7 517	7 457	7 219	9,0%	-4,0%
Administration de Développement	3 938	3 946	3 932	3 902	3 773	3 486	-2,3%	-11,7%
Administration de Transport	1 193	1 177	1 172	1 176	1 108	1 071	-5,2%	-9,0%
Administration de l'Education	24 751	25 018	24 964	24 940	25 098	24 675	0,3%	-1,4%
Administration Sociale	11 420	11 573	11 453	11 533	11 418	11 232	1,1%	-2,9%
Autres Administrations	227	50	35	133	149	151	-79,4%	-
TOTAL	87 337	87 983	87 461	87 638	87 694	85 723	3,0%	-2,6%

Source : ANINF

III.2.2 Les effectifs de la Main d'œuvre non Permanente MONP

A fin juin 2018, les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP) ont baissé de 0,5% pour se situer à 14 638. Ce repli s'explique notamment par les mesures de non remplacement systématiques des agents admis à faire valoir leur droit à la retraite.

III.3 LES SALAIRES

Après plus de deux années de hausse consécutive de la masse salariale, on observe une quasi-stabilité au premier semestre 2018 par rapport à la même période en 2017. En effet, la masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) a légèrement progressé de 0,2% pour s'établir à 366,0 milliards de FCFA. Cette légère hausse provient essentiellement de la MONP (+18,3%) mais aussi de la solde permanente (0,4%).

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	2018		Premier Semestre		
	T1	T2	2017	2018*	18/17
Traitements et salaires	182,4	183,6	365,4	366,0	0,2%
Solde Permanente	162,0	162,8	323,5	324,8	0,4%
MONP	17,2	17,2	29,2	34,5	18,3%
Autres	3,2	3,5	12,8	6,7	-47,5%

Sources : DGBFIP, DGEFP, *Estimations

La quasi-stabilité de la masse salariale au premier semestre s'explique par les réformes engagées par le Gouvernement depuis juillet 2017. Il s'agit notamment de la mise à la retraite systématique des agents, de l'assainissement du fichier Solde et du gel des recrutements, des concours et des mises en stages des fonctionnaires.

III.3.1 La solde permanente par administration

Tous les départements enregistrent une baisse de leur masse salariale à fin juin 2018 à l'exception de l'Administration Générale et celle des pouvoirs publics. Ainsi, la légère hausse de la masse salariale est essentiellement expliquée par la progression des effectifs de ces deux administrations en dépit de la baisse des effectifs des administrations de Transport (-5,1%), du Développement (-3,5%), du Social (-1,2%), des Pouvoirs Publics (-0,8%) et de l'Education (-0,3%), malgré la hausse de la masse salariale de l'Administration Générale (+2,8%). Ces dernières variations sont consécutives aux effets positifs des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la maîtrise des dépenses de personnel.

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	2 018		Premier Semestre		
	T1	T2	2017	2018	18/17
Pouvoirs Publics	44,0	45,0	87,6	89,0	1,6%
Administration Générale	25,7	26,2	50,5	51,9	2,8%
Administration Economique	13	12,8	25,8	25,8	0,0%
Administration du Développement	6,9	6,7	14,1	13,6	-3,5%
Administration des Transports	1,9	1,8	3,9	3,7	-5,1%
Administration de l'Education	50,3	50,2	100,8	100,5	-0,3%
Administration Sociale	20,2	20,1	40,8	40,3	-1,2%
Autres	0,4	0,5	0,9	0,9	0,0%
TOTAL	162,0	162,8	323,5	324,8	0,4%

Sources : DGBFIP, DGEPE

III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

Dans la MONP, la hausse observée au premier trimestre s'est confirmée au second trimestre 2018 par rapport à la même période en 2017. La masse salariale des agents de la Main d'Œuvre Non Permanente a augmenté de 18,3%, pour s'établir à 34,5 milliards de francs CFA par rapport à 2017.

III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR

Au terme des six (6) premiers mois de l'année 2018, l'analyse des flux commerciaux entre le Gabon et le reste du monde présente un solde positif de 850,8 milliards de FCFA contre 802,7 milliards de FCFA à fin juin 2017, soit une hausse de 6%. Cette amélioration est consécutive aussi bien à la hausse des exportations (+1,6%) qu'à la baisse de la valeur des importations (-4,4%).

Ainsi, la consolidation de la situation du commerce extérieur s'est traduite par une hausse du taux de couverture des importations par les exportations de 249,3% soit 14,6 points de plus par rapport à la situation de 2017. Cependant, l'analyse trimestrielle des données indique que le solde de la balance des biens connaît une tendance baissière au second trimestre par rapport à l'observé du premier trimestre 2018.

Evolution de la balance commerciale

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2017		2018		Cumul		Variation	
	T3	T4	T1	T2	2017	2018	17/16	18/17
Exportations (1)	516,2	652,5	833,5	587,0	1398,4	1420,5	36,9%	1,6%
Importations (2)	303,8	450,1	253,3	316,5	595,8	569,8	-20,1%	-4,4%
Solde commercial [(1)-(2)]	212,4	202,4	580,2	270,5	802,6	850,7	191,2%	6,0%
Taux de couverture [(1)/(2)]	169,9	145,0	329,1	185,5	234,7	249,3		

Source : DGDDI

III.4.1. L'évolution des exportations en valeur

A fin juin 2018, les exportations en valeur ont progressé de 1,6% pour se situer à 1 420,6 milliards de FCFA. Cette hausse est liée non seulement à la bonne tenue des ventes des produits du secteur hors pétrole (+5,2%), mais aussi à la légère amélioration des ventes des produits du secteur pétrolier (+0,5%)

Toutefois, l'analyse de l'évolution trimestrielle des exportations en valeur indique qu'elles sont en baisse au second trimestre comparativement au premier trimestre 2018. En effet, d'avril à juin 2018, on observe une baisse de 29,6% des exportations par rapport au premier trimestre 2018 pour se situer à 587 milliards de FCFA.

Les exportations en valeur

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2017		2018		Cumul semestriel		Variation	
	T3	T4	T1	T2	2017	2018	17/16	18/17
Pétrole brut	352,1	516,6	707,3	387,8	1089,2	1095,1	0,2%	0,5%
Exportations hors pétrole dont:	164,1	135,9	126,2	199,2	309,2	325,4	18,2%	5,2%
Bois sciés et ouvrages	67,4	73,3	64,1	65,6	153,4	129,7	19,9%	-15,4%
Produits dérivés du pétrole	42,1	15,8	3,4	63,1	54,2	66,5	56,7%	22,7%
Minerais de manganèse	34,6	30,5	17	32,9	35,7	49,8	117,5%	39,5%
Ferro-silico-manganèse	2,1	2,8	4,4	8,9	8	13,3	-7,3%	66,3%
Caoutchoucs naturels	3	3,2	2,2	2	8,4	4,3	77,0%	-48,8%
Huile de palme	0,3	0,2	0,3	1,4	2	1,6	627,1%	-20,0%
Poissons et produits de la pêche	1,3	0,6	0,6	0,2	0,7	0,8	13,5%	14,3%
Or sous forme brute	0,2	-	0,5	0,2	1,2	0,8	-26,7%	-33,3%
Cacao en fèves et brisures, bruts	-	-	-	-	0,1	-	-	
Autres	13,1	9,5	33,7	24,9	45,5	58,6	-31,9%	28,8%
Exportations totales	516,2	652,5	833,5	587,0	1 398,4	1 420,5	36,9%	1,6%

Source : DGDDI

• **Les exportations de pétrole**

Les exportations de pétrole brut ont légèrement augmenté de 0,5% à 1 095,1 milliards de FCFA sur les six premiers mois de l'année 2018, mais ont baissé de 45,2% au deuxième trimestre 2018 par rapport au premier trimestre 2018. Cette évolution s'explique essentiellement par la fermeté des cours du baril de pétrole gabonais (+39,2%) à fin juin 2018, malgré la baisse du taux de change et du volume des exportations de pétrole.

Cependant, les recettes d'exportations pétrolières au second trimestre ont fortement baissé par rapport celles du premier trimestre 2018. Ce repli provient de la baisse du volume des exportations de pétrole et de la contraction du taux de change malgré un contexte de hausse des prix. Parallèlement, au second trimestre, on observe une baisse des ventes vers la Chine (-16,9%), la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Espagne et le Portugal.

• **Les exportations du secteur hors pétrole**

Dans le secteur hors pétrole, le Gabon a principalement exporté, le bois scié et ouvrages, les produits dérivés du pétrole, le minerai de manganèse, le caoutchouc, le sillico manganèse et manganèse métal, de l'huile de palme et le poisson. Sur les six premiers mois de l'année 2018, les exportations du secteur hors pétrole ont progressé de 5,2%. Cette hausse est consécutive à la fermeté de la demande internationale de quatre principaux produits : les produits dérivés du pétrole, les minerais de manganèse, le ferro-sillico manganèse et les poissons et produits de la pêche (+23,9%).

L'accroissement des exportations des produits dérivés du pétrole est lié, en particulier, à l'augmentation des achats des Pays Bas (dont les commandes ont triplé), du Bénin (dont les achats ont été multipliés par quinze) et du Congo Brazzaville (+63,6%).

La bonne performance des ventes des produits du secteur minier a été favorisée par l'amélioration des commandes des industries sidérurgiques émanant de la Chine (+27,1%), ainsi que de la Norvège et du Vietnam.

La demande des nouveaux clients que sont Singapour, l'Ile Christmas et Hong Kong, explique la hausse substantielle des ventes de poissons et produits de la pêche.

III.4.2. L'évolution des importations en valeur

La contraction des importations enregistrée au premier trimestre de l'année 2018 s'est poursuivie au second trimestre. Sur les six premiers mois de l'année, les importations ont baissé de 4,4% pour se situer à 569,8 milliards de FCFA. La quasi-totalité des biens importés enregistrent un repli : consommation finale (-15,4%), équipement (-11%) et intermédiaire (-10%), à l'exception de l'énergie (+279,3%).

La baisse des achats des biens de consommations finale fait suite à la régression des achats des boissons (-28,9%) et des produits alimentaires émanant notamment de la France (-21%), de la Belgique (-16%) de la Chine (-11,7%), des Pays Bas (-23%), du Maroc (-16,7%) et de la Thaïlande (-66,9%) .

Le retrait des importations des biens d'équipement (-11%) et intermédiaires (-10%) s'explique, en partie, par la diminution des commandes des entreprises, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et de régulation budgétaire dans l'attente d'une Loi de Finances Rectificative.

Par ailleurs, la demande des biens d'énergie a quadruplé passant de 16,9 milliards de FCFA en juin 2017 à 64,1 milliards de FCFA en juin 2018. Cette évolution est liée, principalement, à l'alourdissement de la facture de produits tels que le gazole, l'essence et le butane liquéfié. Sur la période, le Gabon a principalement importé les biens énergétiques en provenance du Togo, du Cameroun, de la Guinée Equatoriale, de la Colombie et de l'Angola.

Les importations en valeur

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2017		2018		Cumul		Variation	
	T3	T4	T1	T2	2017	2018	17/16	18/17
Biens de consommation finale dont :	112,5	119,2	107,5	105,2	251,4	212,7	-11,7%	-15,4%
<i>Produits alimentaires</i>	76,6	87,8	76,2	71,7	167,7	147,9	14,7%	-11,8%
<i>Boissons</i>	3,5	4,7	3,0	3,5	9,1	6,4	-3,3%	-29,7%
Biens d'équipement	80,1	247,1	73,2	87,6	180,6	160,8	-16,3%	-11,0%
Biens intermédiaires	73,2	74,1	63,2	69,0	146,9	132,2	-21,7%	-10,0%
Energie	38,0	9,7	9,4	54,7	16,9	64,1	-70,6%	279,3%
Importations totales	303,8	450,1	253,3	316,5	595,8	569,8	-20,1%	-4,4%

Source : DGDDI

III.4.3. Le partenariat économique

Le flux des échanges entre le Gabon et le reste du monde a légèrement baissé au premier semestre 2018 par rapport à la même période en 2017. Ce repli provient de la baisse des échanges avec la Chine (-27,4%), la France (-27,3%) et la Malaisie (-22,2%), malgré la hausse substantielle des échanges avec l'Inde (+593,9%), l'Indonésie (+127,8%) et la Grande Bretagne (+771,7%).

Par pays, la Chine reste le premier partenaire économique du Gabon au premier semestre 2018, avec des flux chiffrés à 427,9 milliards de FCFA. Elle est suivie de la France (185,8 milliards de FCFA), de l'Inde (125,6 milliards de FCFA), de la Malaisie (112,7 milliards de FCFA) et de l'Indonésie (111,6 milliards de FCFA).

Cumul des échanges (exportations/importations)

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle		Premier semestre			
	2018		Cumul		Poids	Var 18/17
	T1	T2	2017	2018	2018	
Chine	211,4	216,6	589,7	427,9	21,5%	-27,4%
France	96,7	89,1	255,5	185,8	9,3%	-27,3%
Inde	45,2	80,5	18,1	125,6	6,3%	593,9%
Malaisie	110,0	2,6	144,8	112,7	5,7%	-22,2%
Indonésie	110,6	1,0	49,0	111,6	5,6%	127,8%
Grande Bretagne	82,9	27,9	12,7	110,7	5,6%	771,7%
Exportations des 10 Premiers clients	656,8	417,7	1 069,8	1 074,3	54,0%	0,4%
Autres	430,1	485,8	924,5	916,1	46,0%	-0,9%
Total global	1 086,9	903,5	1 994,3	1 990,4	100,0%	-0,2%
Poids des 10 premiers clients	60,4%	46,2%	53,6%	54,0%		

Source : DGDDI

III.4.3.1 Les principaux clients

- *Par pays*

Au premier semestre 2018, les ventes gabonaises à destination de ses dix (10) principaux clients ont enregistré une hausse de 12,6%, passant de 1029,6 milliards de FCFA en juin 2017 à 1159,8 milliards de FCFA en juin 2018. Cette évolution est portée essentiellement par la demande de la Chine (26,5%), de l'Inde (7,9%), de l'Indonésie (7,7%), de la Malaisie (7,5%) et de la Grande Bretagne (7,3%), en relation avec les ventes du pétrole brut qui représente 77,1% des exportations du Gabon.

L'entrée de l'Inde dans le classement des dix (10) premiers clients (partant de la 19^{ème} place à la 2^{ème}, est consécutive notamment aux livraisons du pétrole (106,6 milliards de FCFA), du manganèse (3,7 milliards de FCFA) et du bois sciés et ouvrages (2,2 milliards de FCFA). De même, la progression de l'Indonésie à la 3^{ème} place s'explique par les achats du pétrole gabonais.

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle		Premier semestre			
	2018		Cumul semestriel		Poids	Var 18/17
	T1	T2	2017	2018	2018	
Chine	182,5	194,3	537,6	376,8	26,5%	-29,9%
Inde	38,5	74,1	4,5	112,6	7,9%	2402,2%
Indonésie	109,9	0,1	46,1	110,0	7,7%	138,6%
Malaisie	105,7	0,1	139,0	105,8	7,4%	-23,9%
Grande Bretagne	80,1	23,7	2,5	103,8	7,3%	4052,0%
Trinidad et Tobago	41,9	52,7	113,1	94,6	6,7%	-16,4%
Etats Unis	18,1	60,6	23,3	78,7	5,5%	237,8%
Corée du Sud (République)	70,3	-	0,3	70,3	4,9%	23333,3%
Pays Bas	3,2	61,7	55,1	64,9	4,6%	17,8%
Australie	18,4	23,6	108,0	42,0	3,0%	-61,1%
Exportations des 10 Premiers clients	668,6	490,9	1 029,5	1 159,5	81,6%	12,6%
Autres	164,7	96,1	368,9	260,8	18,4%	-29,3%
Total global	833,3	587,0	1 398,4	1 420,3	100,0%	1,6%
Poids des 10 premiers clients	80,2%	83,6%	73,6%	81,6%		

Source : DGDDI

• **Par continent**

Auplan géographique, l'Asie (61,2% des parts) se positionne devant l'Europe (21,7%), l'Amérique (12,3%) et l'Océanie (3,0%).

La première place occupée par le continent Asiatique s'explique par la forte contribution des commandes de la Chine (376,8 milliards FCFA) suivie par l'Inde (112,6 milliards de FCFA), l'Indonésie (110,0 milliards de FCFA) et de la Malaisie (105,8 milliards de FCFA), principaux acheteurs du pétrole, du manganèse, du bois sciés et ouvrages de bois.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle		Premier semestre			
	2018		Cumul		Poids	Var 18/17
	T1	T2	2017	2018	2018	
AFRIQUE	10,4	14,1	32,9	24,5	1,7%	-25,5%
<i>dont CEMAC</i>	3,4	5,3	5,8	8,7	0,6%	50,0%
AMERIQUE	60,8	114,6	138,7	175,4	12,3%	26,5%
ASIE	580,7	288,8	823,7	869,4	61,2%	5,5%
EUROPE	162,9	146,0	295,2	308,8	21,7%	4,6%
<i>dont U.E</i>	159,7	138,4	287,2	298,1	21,0%	3,8%
OCEANIE	18,8	23,7	108,1	42,4	3,0%	-60,8%
Total global	833,6	587,2	1398,6	1420,5	100,0%	1,6%

Source : DGDDI

III.4.3.2. Les principaux fournisseurs

Au premier semestre 2018, les achats du Gabon en provenance des dix (10) premiers fournisseurs sont en baisse de 4,4%, pour se situer à 390,4 milliards de FCFA. Cette évolution résulte des livraisons de la France (26,3%), de la Belgique (9,5%), de la Chine (9,0%) et du Togo (7,6%). Ainsi, les principaux fournisseurs restent la France, la Belgique et la Chine d'où sont importés des produits de consommation non alimentaire, produits alimentaires et produits outillages, machines, appareils mécaniques.

Le rang occupé par le Togo au premier semestre (4^{ième} place contre 14^{ième} en 2017), résulte essentiellement des commandes du gazole (7,7 milliards de FCFA).

Le solde commercial avec la France est resté déficitaire de 113,6 milliards de FCFA, en relation avec la baisse des ventes du pétrole, du bois sciés et ouvrages de bois et du caoutchouc naturel.

Evolution des achats gabonais par pays (10 premiers)

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle		Premier semestre			
	2018		Cumul semestriel		Poids 2018	Var 18/17
	T1	T2	2017	2018		
France	71,9	77,8	208,5	149,7	38,3%	-28,2%
Belgique	26,9	27,2	69,6	54,1	13,9%	-22,3%
Chine	28,8	22,3	52,1	51,1	13,1%	-1,9%
Togo	6,0	37,1	8,6	43,1	11,0%	401,2%
Etats Unis	11,7	13,4	22,9	25,0	6,4%	9,2%
Cameroun	3,7	11,5	6,5	15,2	3,9%	133,8%
Panama	-	14,9	-	14,9	3,8%	-
Inde	6,7	6,3	13,5	13,0	3,3%	-3,7%
Pays Bas	6,9	6,0	13,8	12,9	3,3%	-6,5%
Maroc	5,0	6,5	12,7	11,5	2,9%	-9,4%
Exportations des 10 Premiers clients	167,6	223,0	408,2	390,5	100,0%	-4,4%
Autres	85,7	93,6	187,5	179,4	45,9%	-4,3%
Total global	253,3	316,6	595,7	569,9	145,9%	-4,4%
Poids des 10 premiers clients	66,2%	70,4%	68,5%	68,5%		

Source : DGDDI

- *Par continent*

A fin juin 2018, comme au premier trimestre, l'Europe demeure le principal fournisseur du Gabon avec 48,6% des parts. Elle est suivie de l'Asie (22,0%), de l'Afrique (18,3%) et de l'Amérique (10,8%).

La place de l'Europe est consolidée essentiellement par les ventes de la France (149,7 milliards de FCFA), de la Belgique (54,1 milliards de FCFA), des pays Bas (12,9 milliards de FCFA) et de l'Italie (11,2 milliards FCFA).

Evolution des importations par continent

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle		Premier semestre			
	2018		Cumul		Poids	Var 18/17
	T1	T2	2017	2018	2018	
AFRIQUE	29,9	74,5	58,6	104,4	18,3%	78,2%
dont CEMAC	5,0	17,1	12,0	22,1	3,9%	84,2%
AMERIQUE	23,1	38,7	43,4	61,8	10,8%	42,4%
ASIE	68,9	56,6	132,5	125,5	22,0%	-5,3%
EUROPE	130,8	146,3	360,4	277,1	48,6%	-23,1%
dont U.E	124,4	134,8	348,0	259,3	45,5%	-25,5%
OCEANIE	0,6	0,4	0,8	1,0	0,2%	25,0%
Total global	253,3	316,5	595,7	569,8	100,0%	-4,3%

Source : DGDDI

III.5 LE BUDGET DE L'ETAT

III.5.1 Les soldes budgétaires

Tout comme en 2017, l'exécution du budget au premier semestre 2018 s'est soldée par un excédent primaire et des déficits base engagement et base caisse.

L'excédent primaire s'est toutefois contracté de 30,3 milliards pour s'établir à 39,9 milliards de FCFA. Il est imputable à la quasi-stabilité des recettes budgétaires et à l'accroissement des dépenses primaires.

Le déficit du solde base engagement (solde incluant la charge de la dette publique) s'est creusé de 39,0 milliards de FCFA pour s'établir à 75,5 milliards de FCFA suite également à l'accroissement des intérêts réglés.

A contrario, le déficit base caisse s'est atténué. Il s'est établi à 56,7 milliards de FCFA contre 76,4 milliards de FCFA au premier semestre 2017 ; ceci du fait notamment de l'accumulation des arriérés aussi bien sur la dette intérieure (10,1 milliards de FCFA) que sur la dette extérieure (8,7 milliards de FCFA).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	2017				Premier semestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Recettes pétrolières	126,2	163,7	121,4	163,1	289,9	296,9	2,4%
Recettes hors pétrole	237,7	274,1	205,4	225,8	511,9	510,2	-0,3%
Recettes comptes spéciaux	15,1	37,3	12,5	18,7	52,4	46,5	-11,4%
Recettes totales	379,1	475,1	339,3	407,5	854,2	853,6	-0,1%
Dépenses de fonctionnement	294,5	302,6	279,7	254,6	597,1	590,3	-1,1%
Dépenses d'investissement	10,6	47,7	44,1	30,3	58,3	57,6	-1,2%
Autres dépenses*	93,4	35,2	68,8	81,5	128,6	165,8	28,9%
Dépenses primaires	398,5	385,5	392,6	366,4	783,9	813,6	3,8%

Intérêts sur la dette	22,5	84,2	37,3	75,0	106,7	115,4	8,1%
Solde primaire	-19,4	89,6	-53,2	41,1	70,2	39,9	-43,1%
Solde base engagement	-41,9	5,4	-90,5	-33,9	-36,5	-75,5	106,8%
Variations des arriérés	-61,8	22,0	4,2	-102,7	-39,8	18,8	-147,2%
Solde base caisse	-103,7	27,4	-86,3	-136,6	-76,3	-56,7	-25,6%

Source : DGCPT * Hors intérêts sur la dette

III.5.2 Les recettes budgétaires

Au terme des six premiers mois de l'année 2018, 853,6 milliards de FCFA ont été collectés contre 854,2 milliards à la même période une année auparavant, soit une diminution de 0,1%. Cette évolution est imputable à la baisse conjointe des recettes comptes spéciaux et non pétrolières, nonobstant la consolidation des recettes pétrolières. Par rapport aux prévisions révisées, 46,3% des recettes ont été collectées.

III.5.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 698,3 milliards de FCFA, 42,5% des recettes pétrolières ont été collectés. Comparativement au premier semestre de l'année précédente, les recettes pétrolières ont augmenté de 2,4% du fait de l'accroissement des cours du baril du pétrole nonobstant le fléchissement de la production pétrolière et la dépréciation du taux de change du dollar par rapport au Francs CFA.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	2017				Premier semestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Impôts sur les sociétés	2,9	18,1	0,0	63,4	21,0	74,1	253,0%
Redevance Minière Proportionnelle	51,6	71,0	49,3	56,9	122,6	126,7	3,3%
Autres	52,2	55,3	62,3	36,2	107,4	51,3	-52,3%
Transferts SOGARA	19,5	19,3	9,9	6,6	38,9	44,8	15,4%
Total des recettes pétrolières	126,2	163,7	121,4	163,1	289,9	296,9	2,4%

Source : DGCPT

III.5.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 145,5 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2018, 44,5% de l'objectif a été atteint au premier semestre. Les recettes collectées (hors comptes spéciaux) ont sensiblement baissé comparativement au niveau atteint à la même période en 2017. Leur repli s'explique par la baisse enregistrée dans le recouvrement des taxes sur biens et service. L'exécution des recettes hors pétrole a été de 44,7% pour les droits de douane, 23,5% pour les taxes sur biens et services, 58,6% pour l'impôt sur les sociétés, 51,7% pour l'impôt sur les personnes physiques et 61,8% pour les autres recettes.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2017				Premier semestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Droits de douanes	56,2	61,3	65,0	63,7	117,5	121,2	3,1%

Taxes sur les biens et services	59,0	51,0	56,9	48,5	110,0	74,9	-31,9%
<i>dont TVA</i>	48,3	39,2	35,3	36,5	87,5	44,9	-48,7%
Impôts directs	75,4	106,5	29,9	59,2	181,9	196,0	7,8%
Autres recettes	47,2	55,3	53,5	54,5	102,5	118,2	15,3%
Total de recettes hors pétrole	237,7	274,1	205,4	225,8	511,9	510,2	-0,3%

Source : DGCP

III.5.3 Les dépenses budgétaires

A fin juin 2018, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 4,3% pour s'établir à 929,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 50,3% des prévisions. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles ont augmenté de 3,8% à 813,6 milliards de FCFA. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 256,8 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2018, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 590,3 milliards de FCFA à fin juin 2018, soit un taux de réalisation de 47,0%. Comparativement au premier semestre de l'année précédente, elles ont baissé de 1,1% suite à la maîtrise des dépenses de personnel et au repli des transferts et subventions nonobstant le renforcement des dépenses en biens et services.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 366,0 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 52,0% de la dotation de la loi de finances rectificative. Comparativement aux six premiers mois de l'année 2017, elles ont augmenté de 0,2% du fait de l'accroissement de la rémunération des agents de la main d'œuvre non permanente (+5,3 milliards de FCFA) et de la solde permanente (+1,3 milliard de FCFA), nonobstant la diminution des autres dépenses de personnel (-6,1 milliards de FCFA).

Sur une dotation de 306,4 milliards de FCFA, les dépenses en biens et services se sont établies à 102,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 33,4%. Elles se sont renforcées de 22,2% comparativement à 2017. Cette évolution résulte d'une part de l'accroissement des dépenses liées aux autres biens et services (+25,1%) et, d'autre part, de l'augmentation des dépenses liées à l'utilisation du téléphone (+9,1%).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 121,9 milliards de FCFA, soit 49,5% des prévisions. Elles ont enregistré une diminution de 17,5% en raison de la baisse du soutien des prix des carburants (-43,2%), de la diminution de la somme affectée au fonds de sécurité et de souveraineté (-1,8%) et de l'absence des subventions nonobstant le renforcement des autres transferts et intervention (+41,5%).

III.5.3.2 Les dépenses d'investissement

Du fait de la diminution de la mobilisation des financements sur les ressources extérieures, les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré un fléchissement de 1,2% au terme des six premiers mois de l'année pour s'établir à 57,6 milliards de FCFA. Elles inscrivent un faible niveau d'exécution, soit 20,3% du plafond autorisé par le parlement dans la loi de finances rectificative 2018. Ce niveau d'exécution est de 23,0% sur les ressources propres et 20,2% sur les financements extérieurs.

III.5.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses se sont établies à 165,8 milliards de FCFA au premier semestre de l'année. Elles se sont renforcées de 28,9% comparativement au niveau qu'elles avaient atteint à la même période une année plus tôt suite à la hausse du solde « prêts nets y compris prise de participations » et à l'accroissement des dépenses des comptes spéciaux, nonobstant la diminution des dépenses relatives aussi bien à l'entretien du réseau routier, à la CNAMGS et au FNDS.

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2017				Premier semestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Fonctionnement	294,5	302,6	279,7	254,6	597,1	590,3	-1,1%
Salaires et traitements	175,1	190,4	193,2	174,2	365,4	366,0	0,2%
Biens et services	39,0	44,9	38,5	45,1	83,8	102,4	22,2%
Transferts et subventions	80,5	67,3	48,1	35,3	147,9	121,9	-17,5%
Investissements	10,6	47,7	44,1	30,3	58,3	57,6	-1,2%
Ressources propres	2,9	18,7	35,8	10,0	21,6	35,6	64,6%
Finex	7,7	28,9	8,3	20,4	36,6	21,9	-40,1%
Autres dépenses	93,4	35,2	68,8	81,5	128,6	165,8	28,9%
Prêts nets y c prise de participation	53,3	-11,9	18,1	19,4	41,4	77,5	87,2%
FER	0,6	10,9	0,8	7,7	11,5	1,8	-84,5%
CNAMGS	5,9	3,3	7,0	1,9	9,3	6,7	-27,4%
FNDS	2,9	5,2	2,4	4,6	8,1	3,4	-57,9%
Comptes spéciaux	30,7	27,6	40,5	47,9	58,3	76,4	31,0%
Total dépenses primaires	398,5	385,5	392,6	366,4	783,9	813,6	3,8%
Intérêts sur la dette	22,5	84,2	37,3	75,0	106,7	115,4	8,1%
Total dépenses	421,0	469,7	429,9	441,4	890,7	929,0	4,3%

Source : DGCP

III.6. LA DETTE PUBLIQUE

L'analyse conjoncturelle de la dette publique s'articule principalement autour de trois (3) axes : le règlement, les tirages et le stock de la dette. Au terme des six (6) premiers mois de l'année 2018, la

situation de la dette publique s'est caractérisée par une hausse des règlements, une diminution des décaissements et un accroissement du stock de la dette.

III.6.1 L'évolution du règlement de la dette

Au premier semestre de l'année, l'Etat Gabonais a continué à honorer ses engagements. Le règlement de la dette publique s'est établi à 259,4 milliards de FCFA dont 18,6 milliards d'arriérés. Par rapport à la même période en 2017, le volume des règlements est en hausse de 44,5% suite à l'accroissement des paiements de la dette extérieure et de la dette intérieure.

Le règlement de la dette extérieure de 117,5 milliards de FCFA, soit une hausse de 18,7%, concerne la dette bilatérale et la dette multilatérale. Il tient compte d'un paiement d'arriérés à hauteur de 14,2 milliards de FCFA, dont 13,4 milliards au profit des créanciers commerciaux et 811 millions pour les créanciers bilatéraux.

L'augmentation de 76,2% du paiement de la dette intérieure à 141,8 milliards de FCFA, est relative à l'accroissement du règlement dans la quasi-totalité de ces composantes. Ce montant intègre 4,4 milliards de FCFA d'arriérés, soit 816 millions sur le moratoire, 1,9 milliard au titre des divers intérieurs et 1,6 milliard aux banques.

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle		Premier semestre			
	2018		Cumul		Poids	Var 18/17
	T1	T2	2017	2018	2018	
Dette extérieure	28,5	89,0	99,0	117,5	45,3%	18,7%
Multilatérale	9,1	11,2	11,7	20,3	7,8%	73,5%
Bilatérale	6,9	22,5	6,3	29,4	11,3%	366,7%
Commerciale	12,5	14,9	38,6	27,4	10,6%	-29,0%
Marché financier International	-	40,4	42,4	40,4	15,6%	-4,7%
Dette intérieure	35,50	106,30	80,50	141,90	54,7%	76,3%
Bancaire	23,5	18,0	35,8	41,5	16,0%	15,9%
Moratoires	6,5	30,5	29,2	37,0	14,3%	26,7%
Divers	-	2,0	5,9	2,0	0,8%	-66,1%
Marché financier Régional	5,50	55,80	9,60	61,40	23,7%	539,6%
Total	64,0	195,3	179,5	259,4	100,0%	44,5%

Source : Direction Générale de la Dette

III.6.2 L'évolution des tirages sur financements

De janvier à juin 2018, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs. Le montant total des décaissements s'est établi à 61,0 milliards de FCFA au premier semestre 2018. Ce montant est en baisse 73,9% au premier semestre 2018 par rapport au niveau atteint à la même période une année plus tôt. Cette diminution résulte du repli des tirages sur financements extérieurs en liaison avec la baisse des décaissements multilatéraux et commerciaux, nonobstant l'accroissement des tirages sur financements intérieurs.

Evolution des tirages sur financements

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle		Premier semestre			
	2018		Cumul		Poids	Var 18/17
	T1	T2	2017	2018	2018	
Dettes extérieures	11,2	10,8	225,8	22,0	36,1%	-90,3%
Multilatérale	6,2	9,4	205,3	15,6	25,6%	-92,4%
Bilatérale	2,3	1,4	0,6	3,7	6,1%	516,7%
Commerciale	2,7	-	19,9	2,7	4,4%	-86,4%
Marché financier International	-	-	-	-	0,0%	-
Dettes intérieures	7,50	31,50	-	39,0	63,9%	-
Marché financier Régional	7,5	31,5	-	39,0	63,9%	-
Total	18,7	42,3	225,8	61,0	100,0%	-73,0%

Source : Direction Générale de la Dette

Ces tirages ont essentiellement été effectués auprès des bailleurs de fonds multilatéraux (25,5% de l'enveloppe globale) et du marché financier régional (64,0% du montant total).

III.6.3 L'évolution du stock de la dette publique

Au cours des six (6) premiers mois de l'année 2018, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 20,2% à 4 939,8 milliards de FCFA. Tout comme en 2017, la hausse du stock de la dette publique est imputable essentiellement à l'accroissement de l'encours de la dette intérieure (+58,9%).

La hausse de la dette intérieure provient principalement du renforcement de la dette bancaire et du moratoire. L'augmentation de la dette extérieure (+8,0%) est due au renforcement des engagements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, en dépit du repli de ceux auprès des autres créanciers.

Le portefeuille de la dette publique se décompose comme suit : 68,3% de dette extérieure contre 76,9% en 2017 et de 31,7% de dette intérieure contre 23,1% l'année précédente.

Evolution du stock de la dette publique

En milliards de Fcfa	Premier semestre			
	Cumul		Poids	Var 18/17
	2017	2018	2018	
Dettes extérieures	3 124,7	3 373,7	68,3%	8,0%
Multilatérale	562,7	924,2	18,7%	64,2%
Bilatérale	700,1	689,3	14,0%	-1,5%
Commerciale	610,2	529,4	10,7%	-13,2%
Marché financier International	1 251,7	1 230,9	24,9%	-1,7%
Dettes intérieures	985,6	1 566,1	31,7%	58,9%
Bancaire	362,7	804,4	16,3%	121,8%
Moratoires	308,6	403,2	8,2%	30,7%

Note de conjoncture à fin juin 2018

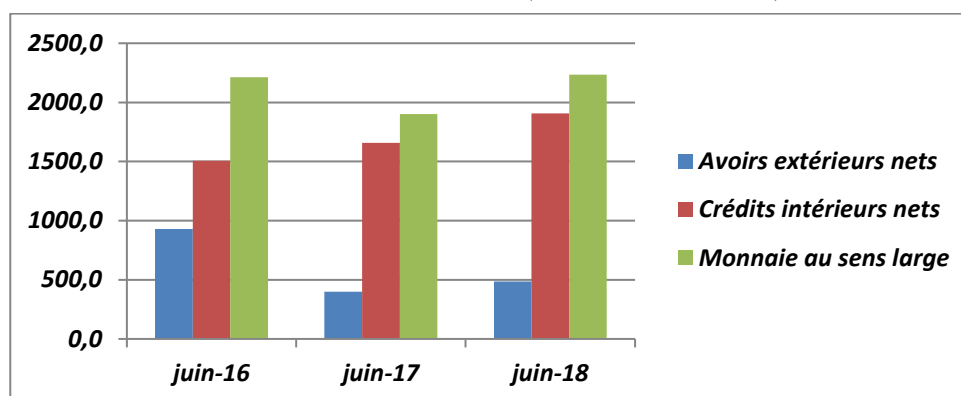
Divers	19,9	12,0	0,2%	-39,8%
Marché financier Régional	294,4	346,5	7,0%	17,7%
Total	4 110,3	4 939,8	100,0%	20,2%

Source : Direction Générale de la Dette

III.7 SITUATION MONÉTAIRE

A fin juin 2018, la situation monétaire large est marquée par une hausse de la masse monétaire (+17,5%), des avoirs extérieurs nets (+22%) et du crédit intérieur net (+15,1%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.7.1. Les principaux agrégats monétaires

III.7.1.1 La masse monétaire (M2)

Au deuxième trimestre 2018, la masse monétaire augmente de 17,5% à 2233,7 milliards de FCFA, consécutivement à la hausse concomitante des avoirs extérieurs nets (+22%) et du crédit intérieur net (+15,1%).

L'analyse de ses composantes révèle une hausse simultanée des dépôts collectés (+20,6% à 1900,7 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (+2,2% à 333 milliards de FCFA). La progression de la quasi-monnaie de 8,5% à 730 milliards de FCFA à fin juin 2018 traduit une reconstitution de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.7.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles s'accroissent de 4,1% à 161,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2018, suite à l'amélioration des autres postes nets (passant de -242,8 milliards de FCFA en juin 2017 à -224,6 milliards de FCFA en juin 2018).

III.7.2 Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se raffermissent de 16,5% à 2394,9 milliards de FCFA, corrélativement au renforcement des avoirs extérieurs nets (+22%) et du crédit intérieur (+15,1%).

III.7.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets s'apprécient de 22% à 487,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2018, suite à la forte hausse des avoirs extérieurs nets des banques primaires (271,3 milliards de FCFA en juin 2018 contre 115 milliards de FCFA un an plus tôt).

Dans ce contexte, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 6,15 points pour s'établir à 56,45% au deuxième trimestre 2018.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2017				Deuxième trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Avoirs extérieurs nets	521,3	399,3	380,5	549,9	399,3	487,2	22,0%
Banque centrale	343,9	284,3	266,5	307,3	284,3	215,9	-24,1%
Banques primaires	177,4	115,0	114,0	242,6	115,0	271,3	-

Source : Beac

III.7.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur se conforte de 15,1% à 1907,7 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2018, suite à la hausse significative des créances nettes sur l'Etat.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2017				Deuxième trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Crédits intérieurs nets	1731,7	1657,0	1642,9	1712,5	1657,0	1907,7	+15,1%
Créances nettes sur l'Etat	577,1	522,5	553,2	592,5	522,5	818,3	+56,6%
Créance sur l'économie	1154,6	1134,5	1089,7	1120,0	1134,5	1089,4	-4%

Source : Beac

• **Les créances sur l'économie**

Elles s'amenuisent de 4% à 1089,4 milliards de FCFA à fin juin 2018, en relation avec le repli des crédits consentis au secteur privé non financier, qui représentent 97,6% de l'encours des crédits.

• **Les créances nettes sur l'Etat**

Au deuxième trimestre 2018, la situation nette débitrice de l'Etat s'établit à 818,3 milliards contre 522,5 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se dégrade pour atteindre 871,1 milliards en juin 2018 contre 577,3 milliards de FCFA l'année précédente.

III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur une reconduction du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs, ainsi qu'une révision du dispositif des réserves obligatoires et un abandon des objectifs nationaux de refinancement.

III.8.1L'action sur la liquidité bancaire

En vue de poursuivre l'approfondissement du secteur financier, la Beac a décidé de l'abandon des objectifs nationaux de refinancement au profit du pilotage des taux.

III.8.2 La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire en sa session du 21 mars 2018 a décidé de maintenir le TIAO et les autres taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

Les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

ANNEXE

Trimestre	avr-17	mai-17	juin-17	avr-18	mai-18	juin-18
Avoirs extérieurs nets	487,5	421,8	399,3	506,8	513,5	487,2
Banque centrale	317,6	288,1	284,3	251,2	250,9	215,9
Banques commerciales	169,9	133,7	115,0	255,6	262,6	271,3
Crédits intérieurs nets	1676,8	1708,7	1657,0	1770,4	1795,2	1907,7
Créances nettes sur l'Etat	555,9	555,8	522,5	746,9	730,6	818,3
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	642,8	642,3	577,3	802,6	787,7	871,1
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-86,9	-86,5	-54,8	-55,7	-57,1	-52,8
Créances sur le reste de l'économie	1120,9	1152,9	1134,5	1023,5	1064,6	1089,4
Ressources = Contreparties	2164,3	2130,5	2056,3	2277,2	2308,7	2394,9
Monnaie au sens large	1984,0	1957,0	1901,5	2075,1	2163,0	2233,7
Circulation fiduciaire	341,6	330,9	325,9	309,5	324,5	333,0
Dépôts	1642,4	1626,1	1575,6	1765,6	1838,5	1900,7
<i>dont Quasi monnaie</i>	675,3	680,1	673,1	721,8	717,7	730,0
Ressources extra-monétaires	180,3	173,5	154,8	202,1	145,7	161,2
Avoirs extérieurs nets	-52,6%	-56,6%	-57,1%	4,0%	21,7%	22,0%
Crédits intérieurs nets	21,1%	16,8%	10,1%	5,6%	5,1%	15,1%
Créances nettes sur l'Etat	251,4%	120,8%	-	34,4%	31,5%	56,6%
Créances sur le reste de l'économie	-8,6%	-4,8%	-8,2%	-8,7%	-7,7%	-4,0%
Ressources = Contreparties	-10,3%	-12,5%	-15,6%	5,2%	8,4%	16,5%
Masse monétaire	-11,3%	-12,1%	-14,1%	4,6%	10,5%	17,5%
Circulation fiduciaire	3,1%	-5,0%	-8,5%	-9,4%	-1,9%	2,2%
Dépôts	-13,8%	-13,4%	-15,2%	7,5%	13,1%	20,6%

Source : Beac

CONCLUSION

L'évolution des différents secteurs de l'économie gabonaise à fin juin 2018 confirme le constat du premier trimestre, avec de bonnes performances dans les activités exportatrices (Mines, Bois et agriculture de rente) à l'exception du pétrole, et des difficultés persistantes dans les secteurs étroitement liés à la dépense publique.

En effet, profitant de la bonne tenue des cours et de la hausse de la demande sur le marché international, les activités tournées vers l'exportation ont enregistré comme au premier trimestre de fortes progressions, en dehors de l'hévéa, plombé par le vieillissement des champs de SIAT Gabon. Même le pétrole, malgré la baisse du volume des exportations, enregistre une forte augmentation des recettes d'exportations grâce à l'effet prix.

Les autres activités, plus ou moins liées à la commande publique, ont continué de souffrir de la faiblesse du taux d'exécution du budget de l'Etat, en attendant l'adoption et la mise en place du budget rectifié. En effet, la faiblesse des dépenses d'investissement (y compris les tirages sur finex) et la régulation du budget de fonctionnement expliquent le climat d'attentisme qui a sévi dans certains secteurs comme le commerce et les services. Il en est de même pour l'activité des BTP.

Compte tenu des incertitudes liées à la production pétrolière pour l'année 2018, il serait souhaitable que l'exécution du budget rectifié de l'Etat atteigne au cours du second semestre ses objectifs, pour espérer approcher les performances de croissance annuelle qui devraient être légèrement plus faibles que celles arrêtées dans la loi de finances rectificative.

Concernant l'inflation, le rythme de progression des prix à la consommation est préoccupant et nécessite un contrôle plus renforcé des prix pratiqués, et des mesures concrètes de lutte contre la parafiscalité afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages et garantir la stabilité monétaire.

ANNEXE

Trimestre	avr-17	mai-17	juin-17	avr-18	mai-18	juin-18
Avoirs extérieurs nets	487,5	421,8	399,3	506,8	513,5	487,2
Banque centrale	317,6	288,1	284,3	251,2	250,9	215,9
Banques commerciales	169,9	133,7	115,0	255,6	262,6	271,3
Crédits intérieurs nets	1676,8	1708,7	1657,0	1770,4	1795,2	1907,7
Créances nettes sur l'Etat	555,9	555,8	522,5	746,9	730,6	818,3
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	642,8	642,3	577,3	802,6	787,7	871,1
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-86,9	-86,5	-54,8	-55,7	-57,1	-52,8
Créances sur le reste de l'économie	1120,9	1152,9	1134,5	1023,5	1064,6	1089,4
Ressources = Contreparties	2164,3	2130,5	2056,3	2277,2	2308,7	2394,9
Monnaie au sens large	1984,0	1957,0	1901,5	2075,1	2163,0	2233,7
Circulation fiduciaire	341,6	330,9	325,9	309,5	324,5	333,0
Dépôts	1642,4	1626,1	1575,6	1765,6	1838,5	1900,7
<i>dont Quasi monnaie</i>	675,3	680,1	673,1	721,8	717,7	730,0
Ressources extra-monétaires	180,3	173,5	154,8	202,1	145,7	161,2
Avoirs extérieurs nets	-52,6%	-56,6%	-57,1%	4,0%	21,7%	22,0%
Crédits intérieurs nets	21,1%	16,8%	10,1%	5,6%	5,1%	15,1%
Créances nettes sur l'Etat	251,4%	120,8%	-	34,4%	31,5%	56,6%
Créances sur le reste de l'économie	-8,6%	-4,8%	-8,2%	-8,7%	-7,7%	-4,0%
Ressources = Contreparties	-10,3%	-12,5%	-15,6%	5,2%	8,4%	16,5%
Masse monétaire	-11,3%	-12,1%	-14,1%	4,6%	10,5%	17,5%
Circulation fiduciaire	3,1%	-5,0%	-8,5%	-9,4%	-1,9%	2,2%
Dépôts	-13,8%	-13,4%	-15,2%	7,5%	13,1%	20,6%

Source : Beac

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANANDA BABONGUI
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Noel MAGANGA
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Kevin BOUNGOUNGOU
M. Pierre Dieudonné THATY

Chargés d'Etudes

Mme Milène N'GANGA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA
M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI
M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LBOUBA
M.LIPOCKO MOMBO